

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 264. — 11 DECEMBRE 1965

---

---

**LE  
GAULLISME  
EST  
ATTEINT**



**ASSURONS  
SA  
DÉFAITE**

---

---



## COURRIER DES LECTEURS

## La réforme de l'enseignement supérieur

Rémy Grillaut a dénoncé, dans « T. S. », certains dangers du projet de réforme de l'enseignement supérieur. Je voudrais insister sur l'aspect particulièrement grave d'une des dispositions qui semblent actuellement envisagées.

Grillaut indique que le projet prévoit, après les deux années du premier cycle, « trois voies » : a) la préparation de la maîtrise en deux ans ; b) la préparation en une année de la licence d'enseignement (vers les premiers cycles de l'enseignement secondaire) ; c) l'entrée dans les instituts technologiques universitaires.

Je laisserai de côté ce qui concerne la troisième voie (sur laquelle il y aurait sans doute beaucoup à dire, mais ce n'est pas l'objet de cet article). Mais je veux montrer combien serait néfaste la bifurcation projetée entre la préparation de la maîtrise et celle de la licence.

Le projet prévoit, pour les études conduisant à la licence, une durée totale de 3 ans : les deux années du premier cycle (couronnées par un examen qui serait, en quelque sorte, la première partie de la licence) et une troisième année, consacrée à l'approfondissement des études entreprises.

Quelle sera la situation des licenciés d'enseignement si l'on établit une bifurcation préalable entre cette troisième année et la préparation de la maîtrise ? Ils seront, nécessairement, condamnés à ne pas aller plus loin, aucun débouché ne leur sera ouvert ni vers la recherche, ni vers l'enseignement supérieur, ni vers l'agrégation (si, comme le pense Grillaut, la maîtrise est nécessaire pour s'y présenter).

Il faut, au contraire, que les licenciés puissent, à leur gré dans la mesure où ils y sont aptes, se diriger librement soit vers l'enseignement des lycées, soit vers la préparation des grades qui leur permettront d'obtenir un poste dans une faculté. Il faut même qu'ils puissent exercer dans un lycée sans être, par là, écartés de la recherche personnelle. C'est peut-être difficile pour certaines disciplines scientifiques, ce l'est beaucoup moins pour les disciplines littéraires : de nombreux professeurs de faculté ont été d'abord professeurs de lycée.

Peut-être le ministère estime-t-il que la place normale des agrégés n'est plus dans l'enseignement secondaire, sauf pour les classes préparatoires aux grandes écoles. Telle est la thèse soutenue par M. Dreyfus, rapporteur des questions de l'enseignement au congrès de l'U.N.R. et c'est là, sans doute, ce que signifie la diminution du nombre des places mises au con-

ours. Ce malthusianisme va contre les intérêts de l'enseignement.

La réforme projetée préparerait l'abaissement du niveau des professeurs de lycée. Sans doute, les agrégés sont, parmi eux, une minorité. Mais la plupart des licenciés qui y enseignent n'ont pas arrêté leurs études après la licence : ils ont le diplôme d'études supérieures, obtenu après la rédaction d'un mémoire qui les a mis en contact avec la recherche ; ils ont préparé l'agrégation et même s'ils n'y ont pas réussi, l'effort poursuivi a été grandement utile à leur culture.

Néfaste pour l'enseignement, la bifurcation projetée ne serait pas moins antisociale. En dépit de toutes les déclarations sur l'orientation, il est vraisemblable que les étudiants les moins fortunés se dirigeraient vers la solution amorçant le plus rapidement un débouché et renonceraient à toute ambition de recherche personnelle. Les élèves-professeurs des I.P.E.S. (Instituts de préparation à l'enseignement du second degré) seraient sans doute automatiquement dirigés vers la licence d'enseignement. Or, l'entrée à l'I.P.E.S. assure un traitement auquel beaucoup d'étudiants appartenant à des familles peu aisées ne renonceraient pas facilement pour entreprendre des études dont ils ne sont pas certains qu'elles leur assureraient un poste dans l'enseignement supérieur. L'orientation reposerait souvent, en fait, sur une discrimination de caractère social.

Si l'on parvient à éviter ce mal par une sélection permettant de diriger les meilleurs vers la voie qui conduit à la maîtrise et à leur assurer effectivement le moyen de vivre en poursuivant leurs études, le danger change de forme mais n'est pas amoindri, car on ne garderait alors, pour la licence d'enseignement, que les laissés pour compte. Que deviendrait le niveau des études dans nos lycées ?

La conclusion s'impose. La préparation à la licence d'enseignement ne doit pas constituer une voie parallèle à celle qui mène à la maîtrise. L'enseignement secondaire a tout à gagner à recevoir des professeurs qui auront poursuivi leurs études au-delà de la licence ; l'enseignement supérieur a tout à gagner à ouvrir la recherche qu'à des étudiants ayant une solide formation de base ; l'un et l'autre ont tout à gagner à ne pas laisser s'établir entre eux une coupure brutale, contraire à ce qui a fait jusqu'ici la force de l'Université française.

Mais nous songeons à la culture et nos maîtres pensent en technocrates.

Maurie Lacroix

## Daniel Mayer nous écrit

Une précision de la Ligue pour la défense des droits de l'homme

A la fin de son article sur l'affaire Ben Barka, Harris Puisais demande que la Ligue des Droits de l'Homme s'intéresse à l'affaire Argoud, comme à l'affaire Ben Barka, comme à d'autres.

Je saisis l'occasion qui m'est offerte de mieux faire connaître aux lecteurs de *Tribune Socialiste* ce qu'est, en réalité, la Ligue des Droits de l'Homme.

En effet, après l'enlèvement d'Argoud, ayant été saisi par la famille de celui-ci, soit le 25 novembre 1963, j'ai donné rendez-vous à sa sœur et son beau-frère. Celui-ci m'a dit n'intervenir auprès de la Ligue que dans le domaine très strict des conditions de cet enlèvement, et plus particulièrement du non-fonctionnement des commissions rogatoires — et non, naturellement, sur le fond des inculpations dont le colonel Argoud était l'objet.

J'ai donné l'assurance à la sœur et au beau-frère d'Argoud que la Ligue interviendrait auprès du gouvernement français pour s'étonner du non-fonctionnement de ces commissions et, éventuellement, en réclamer le fonctionnement. J'ai précisé que je demanderais à la Fédération internationale des Droits de l'Homme d'agir de même sur ce point précis. J'ai demandé qu'on me donne les dates exactes de ces commissions.

Mes interlocuteurs ont promis de me les adresser. Ils n'en ont rien fait.

J'ai saisi le Comité central des conditions de cet enlèvement, et ai regretté de n'avoir pas plus de précisions pour agir.

Dans un autre domaine, sur lequel nous ne sommes pas interrogés, je dois dire que, quoique ce fût Isorni la première et la seule victime, nous avons, dès qu'il a été sanctionné par la Cour militaire de Paris en vertu de l'ordonnance du 6 octobre 1960, voté le texte suivant :

« Le Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme, réuni le 18 février 1963 sous la présidence de M. Daniel Mayer :

« A l'occasion de l'application récemment faite à un avocat parisien de l'ordonnance du 6 octobre 1960 par la Cour militaire de justice,

« Renouvelle ses protestations contre cette ordonnance, d'ailleurs promulguée au lendemain du procès Jean-son par un véritable abus des pouvoirs accordés par la loi du 4 février 1960 au gouvernement, uniquement pour lui permettre de prendre « certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie »,

« S'élève en particulier :  
— contre les dispositions de cette ordonnance qui, au mépris des prin-

cipes fondamentaux du droit, rend immédiatement exécutoires, « notwithstanding l'exercice des voies de recours », les sanctions prononcées au cours d'un procès contre le défenseur d'un accusé qui se voit ainsi privé du Conseil choisi par lui, et, plus encore,

— contre son utilisation par une juridiction d'exception dont les décisions ne comportent aucune voie de recours ;

« Souligne enfin que ladite ordonnance, qui limite tout à la fois la liberté d'expression des témoins et celle des défenseurs, constitue une grave atteinte aux garanties essentielles de la justice. »

En ce qui concerne l'affaire Ben Barka, aussi bien la Ligue française que la Fédération internationale à laquelle nous sommes rattachés, ont saisi le Comité d'information et d'étude sur la situation au Maroc, et nous suivons l'affaire de très près.

Il est certain que les défenseurs de la liberté peuvent agir dans tous les domaines, quelles que soient les opinions des victimes.

## Communiqué de la Ligue des Droits de l'Homme

Le Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme, réuni au lendemain du scrutin du 5 décembre, sous la présidence de M. Daniel Mayer,

Rappelant que la Ligue a été la première à affirmer la nécessité d'un candidat unique des forces démocratiques,

Affirme sa satisfaction :  
— du coup d'arrêt donné par le suffrage universel au pouvoir personnel ;

— du succès remporté par le candidat unique de la gauche ;  
— de l'écrasement du représentant de la forme extrême de la réaction.

Il constate que la campagne électorale a fourni, par sa dynamique même, des réponses à de nombreux problèmes :

— le mythe du guide infaillible a connu un échec ;

— le dialogue s'est substitué au monologue jusque-là imposé par les services de l'Information ;

— la construction d'une Europe démocratique et ouverte a fait de larges progrès ;

— l'opinion publique a été saisie pour la première fois de questions comme celle du planning familial, qui ne sauraient demeurer longtemps sans solution.

Le Comité central note que les rapports entre les organisations se réclamant de l'idéal démocratique ont subi une heureuse évolution, qui les a conduites à la concordance de vote, puis à l'unité d'action.

Il souhaite que cette action, prolongée, accentuée et élargie, confirme, le 19 décembre, le succès du candidat désigné par le suffrage universel pour abattre le pouvoir personnel.

(Résolution adoptée à l'unanimité.)

## LE CENTRE D'ETUDES SOCIALISTES

Le Centre d'Etudes Socialistes, 29, rue Descartes, Paris (5<sup>e</sup>), organise une série de 10 séances de formation sur le capitalisme contemporain et les problèmes de la stratégie socialiste, assurées par Manuel Bridier et J.-M. Vincent.

Première séance le lundi 13 décembre 1965, à 19 heures, 29, rue Descartes.

Périodicité : une séance tous les mois.

## Nouvelles sections

● Haute-Saône. — Le dimanche 21 novembre, Marc Heurgon, Emile Laurent et Guy Vieuxmaire ont animé la première réunion de la section de Saint-Loup. Quatre conseillers municipaux ont donné leur adhésion.

● Finistère. — Nouvelle section de dix membres fondée à Quimperlé.

## LES E.S.U. EN PLEIN ESSOR

La campagne du P.S.U. aux élections présidentielles et en particulier celle des E.S.U., en milieu étudiant, peut être déjà considérée, dans ses premières conclusions, grandement positive.

Le tract national étudiant diffusé à 60.000 exemplaires dans toute la France nous a rapporté à l'heure actuelle 40 adhésions ; de plus, de très nombreuses adhésions se font directement soit aux sections étudiantes locales, soit au Secrétariat national étudiant.

Enfin, il est à signaler que se sont créées depuis quinze jours les sections de : Angers, Besançon, Rouen, Dijon, Poitiers...

Le fort mouvement d'adhésions prouve, s'il est encore nécessaire, la vigueur du courant de renouveau socialiste en milieu étudiant, et la nécessité de redoubler nos efforts pour que le P.S.U. devienne le porte-parole du socialisme en milieu étudiant.

## Nécrologie

C'est avec stupéfaction et douleur, qu'allant au Trait, le 2 décembre, pour y tenir une réunion publique, nous avons appris le décès — survenu vingt-quatre heures auparavant — de notre ami René Brellmann. C'est lui, en effet, qui, sympathisant de longue date, nous avait invités à tenir cette réunion et avait très largement participé à son organisation.

En lui nous perdons un laïque actif qui depuis de longues années présidait l'Amicale laïque et s'occupait des colonies de vacances de la région du Trait ; en lui le mouvement syndical et le socialisme perdent un militant efficace, droit et convaincu.

En cette douloureuse circonstance, nous présentons à Mme Brellmann et à ses enfants nos condoléances émues.

## PETITES ANNONCES

Vends MORRIS 1100 1965, noire, parfait état 17.000 km. Prix Argus. Tél. le soir après 20 h à 250-33-28.

Membre du P.S.U. abonnée à Tribune Socialiste, propose à un étudiant en lettres (si possible allemand 1<sup>er</sup> langue, anglais 2<sup>e</sup> plus latin), une très belle chambre indépendante, chauffage au gaz, 8<sup>e</sup> étage, aérée, eau devant la porte, possibilité de prendre bain, contre 3 heures par semaine allemand plus anglais plus latin pour garçon qui est en 3<sup>e</sup>. Tél. CARnot 28-22 (heures repas).

## Affiche P.S.U. pour le 2<sup>e</sup> tour :

« Confirmez votre NON à de Gaulle.

Votez en masse pour François Mitterrand »

Affiche demi-colombier : 5 centimes pièce. Sans perdre une minute, passez vos commandes, 54, bd Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>. C.C.P. Paris 58.26.65. Paiement à la commande.



# IL FAUT MOBILISER TOUTE LA GAUCHE

**E**N 1958, de Gaulle obtenait 80 % des suffrages.

En 1962, il en recueillait 62 %. En décembre 1965, il n'est soutenu que par 44 % des votants, soit 37 % des Français.

Et M. Frey aura beau travestir la vérité, il ne changera rien à ce fait : l'échec du pouvoir personnel. Echec qui correspond au réveil politique des Français et ouvre l'espoir d'un changement inéluctable du régime né des complots de mai 1958.

Oui, l'après-gaullisme est commencé depuis le 5 décembre.

Il appartient désormais aux hommes et aux partis de la gauche française d'en faire leur victoire.

Plusieurs combats restent à mener :

- celui du 19 décembre,
- celui de l'affirmation d'une gauche unie pour la défense d'un programme commun à l'ensemble de ses forces,
- celui des futures élections législatives de 1967.

Et pour cela, il faut que la gauche rassemble tous les hommes qui sont encore restés à l'écart de son combat.

Cela dépendra en grande partie du contenu qu'elle donnera à son action.

Un fait est certain : si la gauche avait été divisée, elle aurait à nouveau échoué, et nous ne pourrions aujourd'hui que regretter et dénoncer son incapacité politique.

Cette unité de la gauche, que notre Parti n'a cessé de souhaiter en animant depuis de longs mois la campagne pour une candidature unique, a été bénéfique. Sans elle, François Mitterrand, son porte-parole, n'aurait pas obtenu 32 % des suffrages.

Certes, il y a encore un écart entre ce pourcentage de voix et celui obtenu aux dernières élections législatives ou municipales, mais il ne faut pas oublier que l'adversaire du 5 décembre était le général de Gaulle, c'est-à-dire le meilleur candidat que le gaullisme puisse trouver, et que « l'équation personnelle » jouait en sa faveur, bien plus que ne le ferait aux élections législatives la seule personnalité des candidats U.N.R.

Sans cette unité, il n'aurait pas été possible de redonner à la gauche le dynamisme et l'espérance qui devront désormais être son point de départ vers la conquête du pouvoir.

Cette progression de la gauche ne pourra s'accroître que si celle-ci sait se transformer et élaborer dès maintenant un programme institutionnel, économique et social, offrant aux électeurs une réelle politique de rechange du système gaulliste.

Il est certain que le nombre de voix obtenu par François Mitterrand sera pour beaucoup dans cette progression. Il permet dès aujourd'hui d'affirmer que la présence dans cette coalition du Parti communiste n'a pas écarté les électeurs de la gauche non communiste, ceux-ci, au contraire, ayant fait le plein de leurs voix dans la plupart des cas. Le rapport des forces est tel que ceux qui hésitaient encore doivent réviser leur position et rejoindre le camp de la gauche. Il n'y a que le Pouvoir gaulliste pour mentir et se ridiculiser en présentant Mitterrand comme le candidat des seuls communistes.

Il faut donc pour le 19 décembre mobiliser toutes les forces de gauche.

Nous devons être optimistes en analy-

sant les résultats du scrutin du 5 décembre.

La gauche n'est pas au bout de ses possibilités. Il lui a manqué des voix. D'ici le 19, il faut tout faire pour les rassembler et retrouver ainsi la majorité républicaine de 1956.

De Gaulle a perdu plus de voix sur sa frange de droite que sur celle de gauche. Bien des villes ouvrières continuent encore à apporter à de Gaulle des suffrages d'électeurs, non encore convaincus de l'efficacité de l'union des partis de gauche. Il faut agir pour que ces voix reviennent à la gauche.

par Harris PUISAIS

Déjà, des progrès ont été faits depuis ces jours de 1958 où le gaullisme absorba une grande partie des voix de gauche !

Certes, cela ne sera pas facile, et nous savons bien également tout ce qui reste à faire pour que dans le Nord et le Pas-de-Calais par exemple, travailleurs socialistes et travailleurs communistes luttent ensemble et votent ensemble. Mais cela est plus facile aujourd'hui qu'hier.

Ceux qui parmi les partisans avoués ou camouflés de la candidature Lecanuet espéraient à travers les résultats électoraux trouver les chances d'une relance de la Fédération style Defferre en associant demain M.R.P. et S.F.I.O., voient aujourd'hui leurs espoirs anéantis.

Mais il est vrai qu'il dépendra de nous que les risques de cette « évolution » ne se renouvellent pas. De nous et de la forme que pourra prendre dans les mois qui viennent le regroupement de la gauche.

Et c'est là que notre Parti a un rôle important à jouer. Il est significatif que l'évolution de la candidature de François Mitterrand ait été marquée par les deux relances suivantes :

— d'une part : plus de précisions dans les options programmatiques, dont beaucoup ont été défendues par notre Parti (gouvernement de législature - démocratisation de l'enseignement - municipalisation du sol - contre-plan économique - service de l'habitat).

Ces précisions correspondaient à une nécessité — celle d'offrir une politique de rechange — nous devons agir pour compléter ce programme, rendre l'accord effectif sur les points les plus importants, permettre la libre discussion sur les thèses encore divergentes, par exemple en politique étrangère ;

— d'autre part : l'affirmation que cette coalition ne serait pas circonstancielle et qu'elle engageait moralement les parties prenantes à continuer leurs actions communes pour, après les élections présidentielles, préparer les élections législatives de 1967.

Nous devons agir pour que cette volonté repose sur des garanties politiques et fasse la preuve de son sérieux.

\*\*

Pour la première fois depuis septembre, notre pays connaît un renouveau d'intérêt pour les problèmes politiques. Il a suffi que des conditions démocratiques (même si elles sont insuffisantes) aient été appliquées pour que les citoyens sortent de leur long silence.

On a discuté dans les usines, les chan-

tiers, les bureaux. Un débat est désormais ouvert. Nous devons l'alimenter, l'enrichir, l'orienter. C'est notre chance au P.S.U. d'avoir toujours cru — même si nous n'avons pas toujours su le réaliser — que les idées devaient avoir plus d'influence que les tactiques.

Notre tâche est bien tracée. Nous devons tout faire pour donner sa chance à l'unité de la gauche.

Et notre apport peut être déterminant.

\*\*

Le 19 décembre, la gauche doit donc commencer à regagner les voix qui lui sont infidèles.

Il n'y aura pas une voix de perdue parmi celles recueillies par François Mitterrand le 5 décembre.

Tous ceux qui à gauche votaient encore de Gaulle parce que la gauche leur apparaissait inefficace doivent se ressaisir et nous rejoindre.

Il est possible de ramener à la gauche les voix qui se sont égarées sur Lecanuet.

Bien des électeurs, en votant pour lui, ont exprimé leur désir d'un changement politique. Ils doivent continuer leur action, et s'ils veulent être logiques avec eux-mêmes, apporter leurs voix à François Mitterrand.

A tous ceux qui à gauche craignaient un déséquilibre du rapport des forces unitaires.

A tous ceux qui veulent restaurer la démocratie et permettre l'établissement d'un régime de liberté et de progrès.

Nous lançons un appel.

Leur place est à nos côtés.

Pour le 19 décembre, accroître les voix de la gauche et voter Mitterrand.

Pour continuer à mener le combat commun de la démocratie, et assurer la victoire des forces de progrès.

## Le Bureau National communique :

C'est la Gauche rassemblée qui va, le 19 décembre, affronter le général de Gaulle. Le choix se présente d'une manière extrêmement claire et aucun effort ne doit être ménagé pour que le coup d'arrêt de dimanche soit transformé en un grand succès national.

La Gauche n'a sans doute pas retrouvé au premier tour les pourcentages des dernières élections législatives. Mais grâce à la candidature unique, elle a regroupé plus de 7.600.000 voix, soit 32 p. 100 des suffrages exprimés. Cette puissante réalité nous permet d'aborder dans de bonnes conditions la nouvelle phase de la bataille.

Une majorité d'électeurs se sont délivrés du mécanisme plébiscitaire dans lequel le pouvoir avait voulu, une fois de plus, les enfermer. C'est un événement de la plus grande importance.

Le souhait d'une démocratisation profonde et d'un renouveau de la vie politique s'est affirmé non seulement parmi les électeurs de la Gauche, mais aussi parmi beaucoup de ceux qui se sont prononcés pour d'autres candidats. Le seul moyen que les uns et les autres ont d'accroître ce mouvement de libération est de voter en masse le 19 décembre pour FRANÇOIS MITTERRAND.

## SOUSCRIPTION POUR

## LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

*Il faut aider le Parti à gagner  
la bataille du deuxième tour*

Versements à Louise Lemée, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>)  
C.C.P. Paris 464.125

## Aidez le P.S.U. pour le deuxième tour

Nous nous sommes tous réjouis du premier échec électoral sérieux infligé au général de Gaulle et nous allons mener la bataille du deuxième tour avec une ardeur accrue.

Vous comprendrez tous que cela va entraîner des dépenses supplémentaires d'affiches, de tracts, de voyages, etc. IL FAUT que l'intendance suive !

Nous vous lançons donc un nouvel appel. Envoyez le montant de vos souscriptions. Ne tardez pas !

Merci à tous.

Edouard DEPREUX  
Secrétaire national

Jean ARTHUYS  
Trésorier national



## INFORMATIONS

## Une entreprise nécessaire

C'est la première fois que l'élection du chef de l'Exécutif intervient au suffrage universel. La participation importante enregistrée lors du scrutin du 5 décembre permet déjà à certains thuriféraires de pavoiser en tirant une conclusion immédiate : cette institution est adaptée aux vœux de la grande majorité des citoyens.

Ne rentrons pas dans une analyse constitutionnelle, un débat récent, organisé par Europe n° 1 et opposant Pierre Mendès-France à l'inconditionnel Michel Debré, ayant amplement démontré les mouvements d'un système favorisant l'éclosion du pouvoir personnel.

Ce qui est important de constater, c'est que, pour une fois, l'information des citoyens a joué un rôle considérable ; ce pays qui n'était habitué qu'à recevoir la propagande habilement distillée par l'O.R.T.F. s'est, soudain, réveillé sous le choc des cinq candidats qui contestaient la politique suivie par le gouvernement gauliste.

Enfin, disions-nous récemment, le citoyen ne se sent plus le seul à s'insurger contre tel ou tel aspect des décisions souveraines du « guide », alors que, confusément ressentie, cette opposition personnelle de l'individu trouvait une expression politique par la protestation solennelle d'un candidat, l'octroi de l'information officialisait, en quelque sorte, la « grogne » du citoyen.

C'est là le fond du problème ; pour que la démocratie soit respectée, pour

que le citoyen puisse participer, il faut informer le pays. Sans doute, aujourd'hui, Peyrefitte et son état-major doivent-il regretter amèrement d'avoir été contraints de consacrer quelques heures aux candidats... Sans doute va-t-on songer à remplacer le Benedetti de service par un autre serviteur de meilleure présentation. Sans doute...

Aussi est-on obligé — le contraste était trop frappant — de rendre hommage à l'équipe d'Europe n° 1 qui, non seulement, a su jouer son rôle d'informateur au cours de divers débats préélectorales, mais encore durant cette longue nuit à l'élimination d'une idole. Non seulement les résultats, qu'ils soient partiels ou globaux, parvenaient aux studios de la rue François-I<sup>er</sup> avec beaucoup d'avance sur les informations transmises par la télévision, mais encore la réalisation de l'expérience Europe-I.F.O.P. fut concluante. Dès 21 heures, une physionomie du scrutin était déjà tracée et les observateurs politiques tout comme l'ensemble des auditeurs sentaient déjà l'odeur du ballottage.

Cette expérience était difficile à tenter et nous savons qu'une autre chaîne (Radio-Luxembourg) l'avait envisagée dès le début de l'année.

Félicitons Europe n° 1 d'avoir eu le courage de réaliser une entreprise périlleuse qui n'était pas sans risques. Il est vrai que les techniques utilisées sont bien connues des spécialistes, encore fallait-il qu'on leur fit confiance.

## CONGRÈS

### La F.E.N.

## et la réforme de l'enseignement

Le congrès de la Fédération de l'Education nationale s'est tenu à Paris du 23 au 25 novembre. Les débats ont porté surtout sur l'élection présidentielle et la réforme de l'enseignement.

Le rapport moral, présenté par Georges Aulong — en l'absence de Lauré, indisponible — a rappelé l'hostilité de la F.E.N. au régime issu du « coup de force du 13 mai » et aux plébiscites qui ont eu lieu depuis cette date.

Le rapporteur a, d'autre part, critiqué vivement la réforme Fouchet « qui tourne le dos à la démocratisation, entend balayer les franchises universitaires et remplace progressivement la laïcité de l'école et de l'Etat par un système pluraliste de l'Université ».

Au cours des débats, les tendances traditionnelles se sont affrontées, mais les problèmes posés par la cohabitation au sein de la même organisation de différents syndicats ont été également abordés. On sait qu'il n'est pas toujours facile d'harmoniser les vues du S.N.I. (260.000 adhérents, près des trois quarts des effectifs), du S.N.E.S. (40.000 adhérents), du S.N.E.T. et du Syndicat de l'enseignement supérieur. C'est ainsi que les représentants de ce dernier ont proposé une modification des structures et des statuts de la Fédération.

## LISEZ :

### TRIBUNE ETUDIANTE

Mensuel des Etudiants  
Socialistes Unifiés

Adressez les commandes à :

« Tribune Etudiante », 81, rue  
Mademoiselle, Paris-15<sup>e</sup> - C.C.P.  
Michel Capron 494.496 Paris.

Le numéro : 1 F - Abonnement  
1 an (6 numéros) : 5 F.

### Trois thèses sur l'élection présidentielle

L'affrontement des tendances a porté sur l'élection présidentielle. Pour les ex-Cégétistes, la F.E.N. devait donner une consigne de vote en faveur de François Mitterrand et faire en sorte que l'on aboutisse à un programme commun de la gauche qui « n'aliène en rien l'indépendance syndicale ».

Bien que partisan de la candidature Mitterrand, les majoritaires ont répondu, par la voix de Desvalois, secrétaire général du S.N.I., que « ce n'était pas le rôle d'un syndicat de participer à l'élaboration d'un programme minimum commun ».

Quant aux représentants de l'Ecole émancipée (6 p. 100 des mandats), ils déplorent que les organisations ouvrières se mettent « sous la houlette d'un candidat bourgeois venu d'un parti bourgeois ».

### Des positions nouvelles et originales

L'événement du congrès a été constitué par le dépôt d'un texte qui soutenait des positions nouvelles et originales en matière pédagogique. Emanant de la section de la Marne — qui appartient à la majorité ex-cégétiste ce texte condamnait la politique scolaire du gouvernement « qui répond aux exigences d'un capitalisme nouvelle vague » mais refusait de se contenter « de tirer un coup de chapeau poli au plan Langevin-Wallon ».

Selon l'un des auteurs de cette motion, « c'est une mauvaise solution que de s'accrocher au passé et de le défendre. Nous devons avoir une position offensive. »

La motion préconisait en particulier l'institution d'une « école moyenne indépendante à la fois de l'enseignement primaire et secondaire » et soulignait que, bien que les collègues d'enseignement général ne répondent



(Photo Kagan.)

Georges Lauré : contre la réforme Fouchet, pour la démocratisation de l'enseignement.

pas à cette définition, il n'était pas réaliste de s'opposer à leur implantation. La motion précisait : « Nous devons à la fois exiger la construction de tous les établissements de premier cycle prévus par la carte scolaire et dénoncer le caractère sélectif et malhonnête des structures actuelles eds C.E.S. »

Faute de pouvoir présenter en commission des amendements au texte de la majorité, les partisans de la motion de la Marne retirèrent celle-ci et s'abstinrent lors du vote.

La motion de la majorité recueillit en fin de compte 9.721 mandats contre 777 à celle de l'Ecole émancipée et 2.854 abstentions (les ex-cégétistes et les représentants du Syndicat national de l'enseignement supérieur qui condamnaient le projet gouvernemental de réforme de la licence).

## SYNDICATS

## Atteinte aux libertés

### LICENCIEMENT D'UN DELEGUE CHEZ RUBANOX

Le ministre Grandval vient d'autoriser la direction de l'usine Rubanox (entreprise métallurgique à Levallois-Perret) à licencier un délégué de la C.G.T., M. Genest, trésorier du Comité d'entreprise, en dépit de la décision de l'Inspection du Travail, qui avait rejeté ce licenciement.

Le Syndicat des métaux de Levallois nous précise que le prétexte invoqué réside dans les écarts de langage qu'aurait commis M. Genest au cours d'une discussion qui a eu lieu le 26 mars à une réunion du Comité d'entreprise où il était question du licenciement de 27 travailleurs.

Le Syndicat indique à ce sujet que « les écarts de langage ne constituent pas un événement remarquable et, surtout, qu'ils ne sont pas l'apanage des seuls délégués. »

Le Syndicat estime d'autre part qu'en frappant Genest, le patron a voulu exercer une pression sur le Comité d'entreprise pour lui faire admettre les 27 licenciements.

Il est scandaleux qu'à la suite d'une réintégration du délégué après dix jours de mise à pied et d'un jugement du Tribunal des prud'hommes de la Seine condamnant le patron sans appel, le ministre du Travail ait décidé de priver arbitrairement de son gagne-pain un homme de 55 ans, sans que celui-ci ait été amené à présenter sa défense.

### CHEZ CITROEN

Nous avons signalé en son temps l'intégration de Panhard par Citroën,

Le texte adopté par le congrès dénonce, à propos des C.E.S., « l'imposition qu'il y a à faire croire que ce sont des établissements nouveaux, alors qu'il ne s'agit, le plus souvent, que d'une réorganisation administrative d'anciens locaux. »

La motion demande également que tous les maîtres aient le niveau de la licence ; elle réclame notamment dans l'immédiat le doublement des effectifs des écoles normales et une augmentation massive de ceux des instituts de préparation aux enseignements du second degré, l'établissement d'un plan d'ensemble de promotion interne pour les enseignants.

Signalons enfin que le congrès a demandé que le travail personnel des enfants se fasse à l'école et non à la maison.

M. C.

qui est devenue effective depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier. Cette absorption a été réalisée par le patronat de Citroën — dont on connaît les tendances autoritaires — sans que les travailleurs intéressés aient pu exercer le moindre contrôle sur les conséquences sociales de cette opération de concentration capitaliste.

C'est ainsi que la direction de Citroën a refusé de procéder au renouvellement des délégués du personnel ex-Panhard dont le mandat arrivait à expiration le 29 octobre 65.

Protestant contre ce refus, le Syndicat général des travailleurs de l'Automobile C.F.D.T. dénonce de multiples entraves à l'exercice du droit syndical chez Citroën :

— tracasseries administratives par le déplacement des délégués ;

— panneaux d'affichage grillagés et cadenassés interdisant la libre information des travailleurs par les délégués ;

— escorte des délégués par 4 ou 5 agents de la Direction lors de leurs déplacements ;

— appel de la police aux distributions de tracts (comme ce fut le cas à Citroën ex-Panhard en octobre 1965).

En présence de cette situation, le Syndicat a déposé une plainte, avec constitution de partie civile, auprès du doyen des juges d'instruction, pour les motifs suivants :

— entraves à la libre désignation, au fonctionnement et au droit d'affichage des délégués du personnel (loi du 16 avril 1946) ;

— entraves au fonctionnement du comité d'établissement (ordonnance du 22 février 1965).



## Premier tour des élections présidentielles 5 décembre 1965

Inscrits :	28.880.677	
Votants :	24.491.464	
Suffrages exprimés :	24.239.749	
<b>De Gaulle</b> .....	<b>10.817.514</b>	<b>44,62 %</b>
<b>Mitterrand</b> .....	<b>7.690.554</b>	<b>31,72 %</b>
<b>Lecanuet</b> .....	<b>3.778.069</b>	<b>15,59 %</b>
<b>Tixier-Vignancour</b> .....	<b>1.257.832</b>	<b>5,19 %</b>
<b>Marcihacy</b> .....	<b>416.567</b>	<b>1,73 %</b>
<b>Barbu</b> .....	<b>279.213</b>	<b>1,15 %</b>

# Les résultats de la gauche dans la banlieue parisienne

Au-delà de notre première réaction, c'est-à-dire de notre satisfaction d'avoir mis de Gaulle en ballottage et d'avoir réuni un nombre important de voix derrière F. Mitterrand, nous devons essayer de voir de plus près les résultats à travers les exemples de quelques communes. Quelques leçons essentielles pour la suite de notre combat peuvent être immédiatement tirées.

1 Il n'y a pas de rapport automatique entre les positions municipales et les suffrages présidentiels. Cela est particulièrement sensible dans les communes où le parti communiste est tout-puissant. De nombreux électeurs votent pour les municipalités communistes car elles ont su se montrer gestionnaires de manière dynamique et établir des relations étroites entre les élus et la population, mais ces électeurs n'ont pas tous apporté leur voix à Mitterrand.

Le P.C. ne retrouve pas non plus ses suffrages législatifs car là aussi la personnalité des députés communistes joue un grand rôle, habilement maintenu par des manifestations locales et par de nombreux comptes rendus de mandats. Cette attirance semble ne plus jouer à fond quand il s'agit d'un candidat n'appartenant plus au P.C. Aussi une perte sensible peut être constatée dans les grands fiefs de la « banlieue rouge ». Voici quelques comparaisons portant naturellement sur les premiers tours :

### CHOISY-LE-ROI

- **Législatives 1962 :**  
Parti communiste, 8.428 voix (50,8 %) ; S.F.I.O., 1.164 voix (7,2 %). Total : 58 %.
- **Municipales 1965 :**  
Liste d'union démocratique P.C. + S.F.I.O. (le P.S.U. a été exclu de l'alliance comme dans toutes les communes de plus de 30.000 habitants dirigées par le P.C.) : 10.077 voix, soit 61,2 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand, 8.758 v., soit 44,2 %.

### LA COURNEUVE

- **Législatives 1962 :** parti communiste (qui constitue la seule force de gauche à avoir affronté les trois dernières élections) : 5.425 v., soit 59,6 %.
- **Municipales 1965 :**  
P.C. : 7.319 v., soit 66,6 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 6.980 v., soit 46,8 %.

### DRANCY

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 16.707 v., soit 65,9 %.
- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + S.F.I.O.) : 19.533 v., soit 75 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 17.178 v., soit 54,63 %.

### IVRY

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 14.223 v., soit 62 %.

- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + S.F.I.O.) : 18.953 v., soit 79 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 16.577 v., soit 57,8 %.

### MONTREUIL

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 17.768 v., soit 49,4 %.  
S.F.I.O. : 3.025 v., soit 8,9 %.  
Total : 58,3 %.
- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + S.F.I.O.) : 22.163 v., soit 60 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 21.454 v., soit 47,2 %.

### NANTERRE

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 14.758 v., soit 56,5 %.  
S.F.I.O. : 1.793 v., soit 6,9 %.  
Total : 63,4 %.
- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + S.F.I.O.) : 16.476 v., soit 63,5 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 14.608 v., soit 46,9 %.

### SAINT-DENIS

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 20.115 v., soit 60,7 %.  
S.F.I.O. : 2.085 v., soit 6,3 %.  
Total : 67 %.
- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + S.F.I.O.) : 23.440 v., soit 69,6 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 21.990 v., soit 53,3 %.

### SAINT-OUEN

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 14.361 v., soit 65,4 %.  
S.F.I.O. : 1.670 v., soit 7,6 %.  
Total : 73 %.
- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + S.F.I.O.) : 16.632 v., soit 77 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 13.040 v., soit 52,6 %.  
Il est donc évident qu'entre les deux tours un immense effort d'explication peut récupérer des voix municipales, principalement communistes, qui se sont égarées, le 5 décembre, sur d'autres candidats.

2 Les municipalités de véritable Union démocratique, c'est-à-dire celles où nous sommes présents, ont en général beaucoup mieux « tenu », principalement là où nous avons réalisé la conquête du pouvoir municipal en mars dernier. C'est sur la lancée d'une unité déjà faite et ayant déjà à son actif quelques réalisations que F. Mitterrand a trouvé des voix nombreuses.

### ALFORTVILLE

- L'analyse des législatives de 1962 est difficile à cause du « phénomène Bleuse » qui ne peut pas être

- assimilé au P.S.U. Le P.C. seul fait 4.252 voix, soit 33,3 %.
- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + S.F.I.O. + P.S.U.) : 6.171 v., soit 42,6 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 7.755 v., soit 45,7 %.

### COLOMBES

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 9.906 v., soit 31,4 %.  
P.S.U. : 2.297 v., soit 7,1 %.  
S.F.I.O. : 1.787 v., soit 5,6 %.  
Total : 13.990 v. et 44,1 %.
- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + S.F.I.O. + P.S.U.) : 14.216 v., soit 42,8 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 15.557 v., soit 38,7 %.

### LEVALLOIS

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 7.531 v., soit 28,4 %.  
P.S.U. : 1.202 v., soit 4,5 %.  
S.F.I.O. : 1.788 v., soit 6,7 %.  
Total : 10.521 v., soit 39,6 %.
- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + S.F.I.O. + P.S.U. + radicaux) : 10.236 voix, soit 40 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 12.309 v., soit 38,2 %.  
Nous espérons que nos partenaires de la gauche en tireront la leçon : notre présence dans l'union « dégelé » un électoralat nouveau nécessaire à la victoire, attire un électoralat fidèle à la gauche.

3 Il se confirme que la pratique « droitrière » de certaines municipalités S.F.I.O. a attiré vers elle des électeurs irrécupérables pour la gauche. De plus en plus coexistent dans nos communes deux types de sections S.F.I.O. : celles qui semblent avoir résolument retrouvé leur option de gauche et ont apporté à F. Mitterrand un nombre important de voix ; celles que de longues pratiques municipales opportunistes ont définitivement écartées de nos voies. Les résultats du scrutin présidentiel posent avec force la question de cette ambiguïté fondamentale du molletisme. C'est un problème qu'il faut trancher sans ménagement si nous voulons que notre unité esquissée soit consolidée.

### BOULOGNE-BILLANCOURT

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 11.759 v., soit 27,5 %.  
S.F.I.O. (très droitrière de M. Le Gallo) : 10.535 v., soit 24,7 %.
- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + P.S.U. + une moitié de la S.F.I.O. ayant respecté l'accord départemental) : 14.812 v., soit 35,2 %.  
Autre moitié de la S.F.I.O. (héritiers politiques de M. Le Gallo) dans une alliance centriste et droitrière : 15.199 v., soit 35,9 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 18.749 v., soit 34,1 %.  
Il est certain que l'électorat des héritiers de M. Le Gallo ne peut être considéré comme « de gauche » que pour une frange infime.

### BONDY

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 3.995 v., soit 26,8 %.  
P.S.U. : 424 v., soit 2,8 %.  
S.F.I.O. : 6.236 v., soit 41,4 %.  
Total : 10.655 v., soit 71 %.
- **Municipales 1965 :**  
Liste d'Union démocratique menée par la S.F.I.O. (M. Coutrot), avec le P.C. et sans le P.S.U. : 13.050 v., soit 72,2 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 9.863 v., soit 46,2 %.  
Il est évident qu'en dehors de la perte d'un électoralat communiste que nous avons signalée, une partie des voix municipales de M. Coutrot ne peut pas être considérée comme « de gauche ».

### CHATENAY-MALABRY

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 2.696 v., soit 30,4 %.  
P.S.U. : 1.219 v., soit 13,7 %.  
S.F.I.O. : 824 v., soit 9,1 %.  
Total : 4.739 v., soit 53,2 %.

- **Municipales 1965 :**  
P.C. : 2.787 v., soit 28,7 %.  
P.S.U. : 724 v., soit 7,1 %.  
S.F.I.O. : 3.319 v., soit 34,3 %.  
Total : 6.830 v., soit 70,1 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 4.970 v., soit 41,6 %.

### CLICHY

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 8.084 v., soit 33,5 %.  
P.S.U. : 1.093 v., soit 4,5 %.  
S.F.I.O. : 4.491 v., soit 18,6 %.  
Total : 13.668 v., soit 56,6 %.
- **Municipales 1965 :**  
Liste P.C. + P.S.U. : 9.339 v., soit 39,3 %.  
Liste S.F.I.O. + M.R.P. + indépendants : 10.421 v., soit 43,7 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 11.879 v., soit 42,6 %.  
On voit que la liste droitrière du S.F.I.O. M. Levillain apporte bien peu de voix à une gauche unie.

### EPINAY

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 4.390 v., soit 36,2 %.  
S.F.I.O. : 3.054 v., soit 25,3 %.  
Total : 7.444 v., soit 61,5 %.
- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + moitié de la S.F.I.O. ayant respecté l'accord départemental) : 6.259 v., soit 44,6 %.  
Autre moitié de la S.F.I.O. + M.R.P. : 3.540 v., soit 25 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 7.064 v., soit 40,3 %.  
La S.F.I.O. égarée de M. Privet ramène bien peu de voix au bercail de la gauche !

### ISSY-LES-MOULINEAUX

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 6.546 v., soit 31,3 %.  
P.S.U. : 1.524 v., soit 7,2 %.  
S.F.I.O. : 1.890 v., soit 9 %.  
Total : 9.950 v., soit 47,5 %.
- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + P.S.U. + morceau de la S.F.I.O. ayant respecté l'accord départemental) : 8.553 v., soit 40,9 %.  
Autre morceau de la S.F.I.O. + M.R.P. + indépendants : 8.031 v., soit 38,4 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 9.996 v., soit 38,72 %.  
Bien que leur leader local, M. Leca, ait été réintégré depuis mars 1965, les électeurs municipaux de la S.F.I.O. ne sont manifestement pas des hommes de gauche.

### Suite page 8

## TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint :

GERARD CONSTANT

Comité de rédaction :

Claude BOURDET, Manuel BRIDIER, Maurice COMBES, Richard DARTIGUES, Christian GUERCHE, Pierre MARCHI, Victor MASSON, Paul PARISSOT, Pierre STIBBE, Robert VERDIER, Jean-Marie VINCENT.

Rédacteur en chef :

ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV) Tél. : SUF 19-20

● Rédaction : 31, r. Mademoiselle Paris (XV) Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesguchte 6, Avenue du Maine Paris-14<sup>e</sup> Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65 6 mois ..... 18 F 1 an ..... 35 F Soutien : à partir de .. 70 F Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)



# L'évolution des voix de la gauche en 1956, 1962 et 1965

Départements	1 <sup>er</sup> tour législatives 1956	1 <sup>er</sup> tour législatives 1962	1 <sup>er</sup> tour présidentielles 1965	Départements	1 <sup>er</sup> tour législatives 1956	1 <sup>er</sup> tour législatives 1962	1 <sup>er</sup> tour présidentielles 1965
Ain	50,8	37,3	30,4	Lot	44,8	26,7 (11)	36,6
Aisne	54,2	42,8	31,8	Lot-et-Garonne	55,6	52	38,8
Allier	57,8	61,5	41,9	Lozère	38,6	16,5	22,4
Basses-Alpes	64,4	63,9	39,4	Maine-et-Loire	26,5	19	18,4
Hautes-Alpes	62,2	53,7	32,4	Manche	38	16,5	14,7
Alpes-Maritimes	44,7	29,6 (1)	28,4	Marne	58,5	31,8	31,8
Ardèche	41,3	33,4	32,4	Haute-Marne	59,4	37	28,6
Ardennes	64,2	40,4	38,4	Mayenne	23,6	19,3	15,3
Ariège	84,5	60	50,1	Meurthe-et-Mos.	51,7	32	30,1
Aube	51,3	39,5	34,9	Meuse	37,6	27,6	21,2
Aude	70,3	74 (2)	50	Morbihan	39,3	26,7	23,9
Aveyron	33,8	37	29	Moselle	38,7	12,06	18,7
Belfort	53,5	36,5	33,9	Nièvre	66	50,7	52,4
Bouches-du-Rhône	57,1	59	39,5	Nord	60,8	48,5	35,6
Calvados	40,2	25,2	20,3	Oise	62,9	38,01	30,1
Cantal	38,1	30,5	25,4	Orne	34,7	16	18
Charente	44,2	37,5 (3)	31	Pas-de-Calais	64,4	54	40,1
Charente-Marit.	56,3	38,4 (4)	31,7	Puy-de-Dôme	47,6	52,9	35,5
Cher	49,8	44,2	38,7	Basses-Pyrénées	39,7	41	18,5
Corrèze	78,3	64,6 (5)	44,8	Hautes-Pyrénées	70	53,2	41,4
Corse	26,1	13,7 (6)	25,6	Pyrénées-Orient.	74,8	70,7	40,8
Côte-d'Or	42,2	31,9	32,3	Bas-Rhin	32,1	9,8	10,2
Côtes-du-Nord	53,2	38,2	34,9	Haut-Rhin	40,7	18,5	13,4
Creuse	68,2	67	42,1	Rhône	46,8	36,9	30,9
Dordogne	57,7	54,5	39,1	Haute-Saône	52,1	46,1	34,2
Doubs	48,9	36	31	Saône-et-Loire	43,2	52,1	35,7
Drôme	52,6	47,7	34,9	Sarthe	47,7	35	32,53
Eure	61,5	38,5	29,1	Savoie	42,3	37	33,3
Eure-et-Loir	52,6	49	29,5	Haute-Savoie	37,5	24,2	25,1
Finistère	43,9	27,5	27,5	Seine { Paris	50,6	35,4	30,1
Gard	55,9	51,5	44,4	{ Banlieue	64,2	50,9	40,6
Haute-Garonne	71,5	52 (7)	40,3	Seine-Maritime	53	53,3	33,9
Gers	41,3	38,8	44,1	Seine-et-Marne	42,3	35,2	30,6
Gironde	47,2	38,2	30,4	Seine-et-Oise	57,4	41,2	36,3
Hérault	49,8	48,4 (9)	42	Deux-Sèvres	37	31,8	27,2
Ille-et-Vilaine	28	18,7	20,7	Somme	66,3	50,5	35,4
Indre	69,8	50	38,3	Tarn	49,6	46,9	38,1
Indre-et-Loire	50,4	42,4	29,7	Tarn-et-Garonne	52	49,5	38
Isère	46,4	39,5	37,3	Var	67,3	46,5	33
Jura	31,2	26,3 (10)	32,1	Vaucluse	57,1	58,6	38
Landes	56,3	53,6	34,3	Vendée	24	16,5	17,3
Loir-et-Cher	54,5	42,3	31,4	Vienne	40,8	27,9	27,4
Loire	42,6	35,8	30,6	Haute-Vienne	75,8	70,9	46,16
Haute-Loire	29	19,6	22,7	Vosges	32,1	24	25,3
Loire-Atlantique	30,2	23,6	25,4	Yonne	39,4	37,3	31,4
Loiret	52,1	30,6	29,1				

(1) Les résultats du radical Cornut-Gentille qui a obtenu dans la seule circonscription de Cannes 10,6 % des suffrages départementaux ne sont pas compris en total.

(2) Les voix obtenues par le radical Clamens (Limoux) sont comptées dans ce total ; or Clamens s'est maintenu au second tour contre le député S.F.I.O. Michau. Ses voix représentent 9 % du total départemental.

(3) Les voix de Félix Gaillard (radical) n'ont pas été comptabilisées parmi les voix de la gauche, ni en 1956 ni en 1962.

(4) Les voix radicales de Gaborit et de Daviaud sont comptées dans le total de la gauche.

(5) Les voix du radical Queuille ont été comptées en 1956 mais pas celles de Combattère (radical) en 1962.

(6) Les radicaux corses étaient en 1956 apparentés aux partis de droite. Ils ont réuni en 1962 29 % des voix. Une partie d'entre eux ont appelé à voter Mitterrand.

(7) Les voix radicales sont comptées dans les totaux de 1956 car Bourghès-Maunoury et Dumas étaient apparentés à la S.F.I.O. Pour 1962, nous avons dû déduire les voix de Dumas, élu avec le soutien de la droite.

(9) Les radicaux n'ont pas été comptés en 1956 car ils étaient apparentés au M.R.P. Ils figurent dans le total de 1962 car ils ont fait au second tour alliance avec le P.C. et la S.F.I.O.

(10) Les voix des « radicaux » Faure et Dubreuil n'ont pas été comptées.

(11) Il n'y a eu en 1962 en présence que les communistes et les radicaux de Maurice Faure. On sait que celui-ci a appelé à voter Lecanuet, mais une partie des radicaux a soutenu Mitterrand.

Dès l'annonce des résultats, la presse gouvernementale n'a pas manqué de souligner que le pourcentage obtenu par François Mitterrand était inférieur à celui qu'avait atteint l'ensemble des partis de gauche en 1962. Le fait est indiscutable : environ 40 % en 1962, 32 % en 1965.

Il convient cependant de noter que cette élection présidentielle avait un caractère très particulier. Le phénomène plébiscitaire a beau coup moins joué qu'on ne le pensait, mais il a compté tout de même. Il était d'autre part évident qu'une partie de l'électorat communiste et P.S.U. hésiterait à voter pour François Mitterrand cependant qu'une partie de l'électorat S.F.I.O. répugnerait à mêler ses bulletins à ceux des communistes. On peut donc dire que les pertes en pourcentage sont très inférieures à ce que l'on pouvait craindre (les sondages ne donnaient d'ailleurs à François Mitterrand que 25 ou 27 % des voix). L'existence d'une candidature unique a eu incontestablement un effet positif.

Ce qui compte maintenant, c'est d'amorcer la remontée. Il y a dix ans encore la gauche était majoritaire en France. Pour le redevenir, il ne lui suffit pas de s'unir, il lui faut se renouveler. C'est le combat que nous reprendrons après le 19 décembre.

En attendant, il nous a paru intéressant de présenter à nos lecteurs le tableau, département par département, de l'évolution des voix de la gauche depuis 1956 (époque où le souvenir récent du gouvernement Mendès-France et le courant populaire pour la paix en Algérie avait rassemblé une majorité pour la gauche). Ce tableau permet en effet de voir où se situent les points forts et les points faibles et de déterminer les régions où l'effort de redressement s'impose avec le plus d'urgence.

T. S.

## ÉLECTION A PARIS COMPARAISON 1962 et 1965

1 A propos du nombre de voix recueillies par les partis de gauche aux législatives 62, il faut tenir compte du fait que le P.C.F. présentait un candidat pour chaque secteur, soit 31 candidats ; la S.F.I.O., 21 candidats ; le P.S.U., 14. La moyenne des voix recueillies par candidat P.C. s'établissait à 8.230, par candidat P.S.U. à 2.960, par candidat S.F.I.O. à 2.830.

2 Le tableau des pourcentages que nous présentons (ci-contre) fait apparaître sur Paris une très légère progression des voix gaullistes par rapport aux législatives de 62, et une progression plus importante par rapport aux municipales de 65. Mais il faut attacher une importance particulière au fait que le général de Gaulle étant lui-même candidat, un certain nombre d'électeurs de gauche se sont encore laissés entraîner par lui, alors qu'ils avaient voté contre les pâles candidats de l'U.N.R. aux municipales.

3 Le maintien relatif des voix de la droite antigauilliste — qui s'est regroupée beaucoup plus sur le nom de Lecanuet que sur celui, trop inquiétant, de T.-V. — porte témoignage du mécontentement de la droite classique à l'égard du néo-capitalisme de Giscard d'Estaing comme de la politique étrangère de de Gaulle.

4 Il reste donc évident que, particulièrement à Paris, l'objectif de la gauche pour le second tour doit être de ramener sur le nom de François Mitterrand le maximum de voix de gauche encore égarées sur celui de de Gaulle.

	62 L	65 M	65 P
Droite non gaul.	22,39	26,6	24,0
Gaullisme .....	43,17	38,2	44
	34,44	35,2	30,1
Gauche .....	100	100	98,7
		+ Barbu	1,3



# PARIS 1965

# PARIS 1962

PARIS ARRONDISSEMENTS	De Gaulle		Mitterrand		Lecanuet		Tixier-Vignancour		Marcilhacy		Barbu		REFERENDUM 1962		PREMIER TOUR DES ELECTIONS LEGISLATIVES 1962										
	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%	PC	Mitterrand PSU SFIO	RS	Div.	De Gaulle UNR	Lecanuet MRP IND.	Marcilhacy C. REPUB.	Tixier- Vignancour			
1 <sup>er</sup> Ins. 21.404 Expr. 16.951	7.942	46,9	4.178	24,6	3.142	18,5	1.088	6,4	375	2,2	226	1,4	OUI : 10.393 v. - 61,5 NON : 6.484 v. - 38,5	2.896				6.015	600	4.832					
2 <sup>e</sup> Ins. 21.929 Expr. 17.881	8.231	46	5.490	30,7	2.515	14,1	1.045	5,8	357	2	243	1,3	OUI : 10.323 v. - 59,31 NON : 7.083 v. - 40,69	3.308	889	1.098		6.269		2.759					
3 <sup>e</sup> Ins. 53.339 Expr. 43.909	18.417	46,8	11.055	25,2	7.985	18,2	2.887	6,6	920	2	527	1,2	OUI : 14.884 v. - 55 NON : 12.144 v. - 45	6.723	1.463	1.674		8.837		4.350					
4 <sup>e</sup> Ins. 31.330 Expr. 27.089	12.469	46	8.391	31	4.169	15,4	1.275	4,7	474	1,7	311	1,2	OUI : 15.436 v. - 57,77 NON : 11.284 v. - 42,23	6.311				8.879	1.145	6.753					
5 <sup>e</sup> Ins. 57.497 Expr. 44.489	19.066	42,9	13.577	30,5	7.582	17	2.685	6,0	966	2,2	613	1,4	OUI : 24.602 v. - 56,63 NON : 18.845 v. - 43,37	7.556	4.211	2.608		16.753		7.092					
6 <sup>e</sup> Ins. 45.699 Expr. 38.867	17.303	44,5	8.600	22	8.757	22,5	2.855	7,3	870	2,2	482	1,3	OUI : 22.637 v. - 59,37 NON : 15.490 v. - 40,63	5.647				14.821	2.722	8.907					
7 <sup>e</sup> Ins. 55.417 Expr. 47.053	21.579	45,9	8.096	17,2	12.208	25,9	3.643	7,7	1.077	2,3	450	0,9	OUI : 27.802 v. - 61,5 NON : 17.405 v. - 38,5	4.242		2.746		17.621		15.121					
8 <sup>e</sup> Ins. 38.853 Expr. 33.277	15.518	46,6	5.186	15,6	8.698	26,1	2.806	8,4	760	2,3	309	0,9	OUI : 20.487 v. - 62,1 NON : 12.460 v. - 37,9	2.666		2.033		13.484		8.865	1.944				
9 <sup>e</sup> Ins. 53.339 Expr. 43.909	20.535	46,7	11.055	25,2	7.985	18,2	2.887	6,6	920	2,1	527	1,2	OUI : 25.885 v. - 61,21 NON : 16.406 v. - 38,79	5.444	2.261		2.287	17.528	974	5.841	1.891				
10 <sup>e</sup> Ins. 66.007 Expr. 57.300	26.177	45,7	18.964	33	7.513	13,1	2.766	4,8	1.080	1,9	809	1,5	OUI : 31.799 v. - 57,8 NON : 23.154 v. - 42,2	11.585	2.634	4.742		22.684		4.628	2.323				
11 <sup>e</sup> Ins. 101.313 Expr. 87.994	37.208	42,3	33.134	37,7	11.247	12,8	3.766	4,3	1.523	1,7	1.116	1,2	OUI : 45.834 v. - 54,85 NON : 37.733 v. - 45,15	24.153	2.668	4.521	3.366	30.032	1.293	7.191	570				
12 <sup>e</sup> Ins. 99.892 Expr. 82.713	36.615	44,2	26.945	32,6	13.514	15,1	4.004	4,8	1.555	1,8	1.082	1,3	OUI : 43.424 v. - 57,91 NON : 31.567 v. - 42,09	16.115	2.445	3.643	588	29.826		7.858	5.881				
13 <sup>e</sup> Ins. 88.585 Expr. 76.668	31.087	40,5	29.937	39	9.788	12,8	3.379	4,4	1.394	1,8	1.083	1,4	OUI : 38.399 v. - 53,05 NON : 33.987 v. - 46,95	21.413	3.368	3.914		24.689		4.932	3.747				
14 <sup>e</sup> Ins. 103.497 Expr. 85.372	37.756	44,2	27.151	31,8	13.359	15,6	4.198	4,9	1.718	2	1.190	1,5	OUI : 45.993 v. - 57,48 NON : 34.022 v. - 42,52	15.668	6.643	4.544		29.100	2.208	12.883					
15 <sup>e</sup> Ins. 153.808 Expr. 126.248	55.499	44	36.690	29	22.463	17,8	7.213	5,7	2.782	2,2	1.601	1,3	OUI : 66.602 v. - 58,39 NON : 47.457 v. - 41,61	23.411	4.373	3.966		47.636		20.133	1.260				
16 <sup>e</sup> Ins. 124.529 Expr. 102.668	46.624	45,4	15.751	15,3	28.209	27,5	8.725	8,5	2.414	2,3	945	0,9	OUI : 59.230 v. - 62,18 NON : 36.021 v. - 37,82	8.255	2.941	5.303	4.771	39.256		24.979					
17 <sup>e</sup> Ins. 119.118 Expr. 108.444	49.596	45,7	25.642	23,6	22.540	20,8	6.904	6,4	2.492	2,3	1.270	1,2	OUI : 61.767 v. - 61,7 NON : 38.452 v. - 38,3	13.496	2.449	5.338		41.542		10.840 567	7.909	7.155			
18 <sup>e</sup> Ins. 143.103 Expr. 119.155	51.930	43,6	42.195	35,4	15.597	13	5.646	4,7	2.164	1,8	1.623	1,5	OUI : 64.592 v. - 57,11 NON : 48.510 v. - 42,89	29.064		8.139	4.429	42.979	3.091	8.756		2.711			
19 <sup>e</sup> Ins. 81.712 Expr. 70.778	29.070	41,1	27.361	38,6	9.055	12,8	3.051	4,3	1.255	1,8	986	1,4	OUI : 36.703 v. - 54,14 NON : 31.096 v. - 45,86	20.429	1.918	2.136		24.007	2.600	8.379					
20 <sup>e</sup> Ins. 107.384 Expr. 93.097	38.925	41,8	35.997	38,7	11.091	11,9	4.031	4,3	1.650	1,8	1.403	1,5	OUI : 47.484 v. - 53,61 NON : 41.080 v. - 46,39	26.774	3.162	3.034	4.299	29.174		11.905					
TOTAL .....	575.277	44	394.064	30,13	222.093	16,97	73.255	5,61	26.318	2,01	16.688	1,28	OUI ..... 57,8 NON ..... 42,2	255.156	41.425	59.441	19.152	588	471.132	14.633 Poujadistes 1.137	187.054 1.137	23.695	9.866	Divers 7.990	
													TOTAL 1962 ....	375.762	(34,44 %)			(43,18 %)	202.824	(18,59 %)	(2,17 %)	17.856	(1,63 %)		
													TOTAL 1965 ....	394.064	(30,13 %)			575.277	(44 %)	222.093	(16,97 %)	26.318	(2,01 %)	73.255	(5,61 %)



**LE KREMLIN-BICETRE**

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 2.603 v., soit 34,2 %.  
S.F.I.O. : 2.700 v., soit 35,4 %.  
Total : 69,6 %.
- **Municipales 1965 :**  
P.C. : 2.670 v., soit 33,2 %.  
P.S.U. : 503 v., soit 6,3 %.  
Total : 3.173 v., soit 39,5 %.  
S.F.I.O. + centristes : 3.919 v., soit 48,8 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 3.703 v., soit 39 %.  
Le candidat unique de la gauche ne peut compter sur les voix de M. Lacroix.

**PUTEAUX**

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 5.275 v., soit 28,4 %.  
S.F.I.O. : 7.069 v., soit 38,1 %.  
Total : 12.344 v., soit 66,5 %.
- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + P.S.U.) : 5.184 v., soit 28,1 %.  
S.F.I.O. + M.R.P. + radicaux + indépendants : 10.726 v., soit 58,4 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 9.127 v., soit 44,3 %.  
Il semble, contrairement à la règle que nous soyons en train de démontrer, qu'une partie appréciable des voix de M. Dardel puisse être considérée comme « de gauche ».

Paradoxalement, la candidature Mitterrand a marqué une progression dans les communes dirigées par la droite gaulliste ou classique. Il y a certainement là un phénomène de « minorité qui se serre les coudes », mais aussi le fait que la candidature Mitterrand a eu probablement un retentissement plus grand dans la gauche non communiste que dans les milieux où la présence omnipotente du P.C. empêche le « dégel » de nombreuses voix nouvelles de la gauche non communiste. Mitterrand a eu plus de succès là où il a été ressenti comme un candidat de centre-gauche que là où il a été trop tiré vers une gauche dominée par le P.C.

**COURBEVOIE**

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 6.969 v., soit 27,4 %.  
P.S.U. : 1.364 v., soit 5,4 %.  
Radicaux : 1.143 v., soit 4,5 %.  
Total : 9.476 v., soit 37,3 %.
- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + S.F.I.O. — sans le P.S.U.) : 8.754 v., soit 35,8 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 9.958 v., soit 32,6 %.

**SEINE-ET-OISE**

D'après *Le Monde*, en Seine-et-Oise, le « Oui » au référendum d'octobre 1962 représentait 55 % des suffrages exprimés. De Gaulle, le 5 décembre n'a pas emporté 42 %, inférieur au pourcentage national. Les calculs du même journal indiquent que Mitterrand aurait, relativement, perdu 6 %, d'après le pourcentage des suffrages exprimés aux législatives de 1962 en faveur des partis de gauche.

Cependant l'interprétation des chiffres d'abstentionnistes est très aléatoire. Les électeurs supplémentaires ont très bien pu vouloir exprimer leur appui aux autres opposants à de Gaulle, Lecanuet et Tixier-Vignancour, ou bien venir au secours du général lui-même. De plus, le gaullisme était encore représenté

**CRETEIL**

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 2.901 v., soit 31 %.  
Gauche non communiste : 418 v., soit 4,4 %.  
Total : 35,4 %.
- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + P.S.U. + S.F.I.O.) : 3.876 v., soit 30,5 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 5.737 v., soit 33,28 %.  
A partir de cet exemple et d'autres, il faudrait d'ailleurs pousser l'analyse plus loin. Des abstentionnistes habituels, des populations jeunes (en âge et en implantation dans des habitations nouvelles) semblent avoir contribué à cette avancée de la candidature Mitterrand. L'union a été ressentie par les jeunes d'une manière à la fois plus positive et plus simpliste que par les plus âgés que les leçons du passé rendaient plus sceptiques.

**MONTRouGE**

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 5.109 v., soit 26,5 %.  
P.S.U. : 2.139 v., soit 11 %.  
Total : 7.248 v., soit 37,5 %.
- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + P.S.U. + S.F.I.O.) : 5.998 v., soit 30,6 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 8.452 v., soit 34,4 %.

**SAINT-MAUR**

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 7.369 v., soit 26,3 %.
- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + P.S.U. + S.F.I.O.) : 9.002 v., soit 30,2 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 10.557 v., soit 28 %.

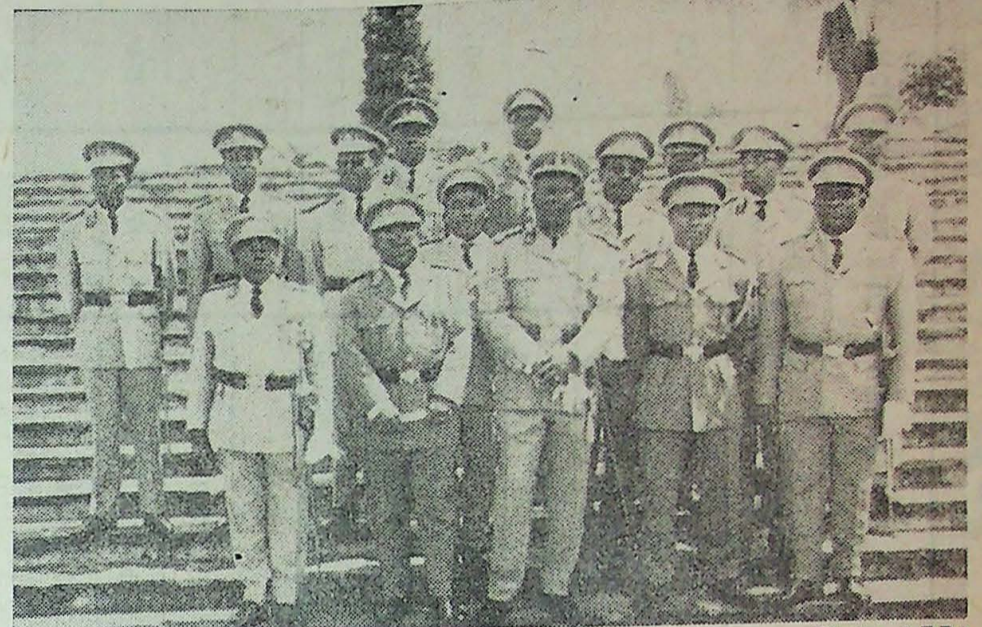
**VINCENNES**

- **Législatives 1962 :**  
P.C. : 4.965 v., soit 20,7 %.  
Rassemblement démocratique : 1.318 v., soit 5,5 %.  
Total : 6.283 v., soit 26,2 %.
- **Municipales 1965 :**  
Union démocratique (P.C. + P.S.U. + S.F.I.O.) : 6.005 v., soit 26 %.
- **Présidentielles 1965 :**  
F. Mitterrand : 8.100 v., soit 28,4 %.

Georges Gontcharoff.

**AFRIQUE**

**Les militaires arbitrent**



(Photo A.F.P.)

Pour combien de temps ?

Burundi, Congo-Léo, Dahomey, Guinée, Nigeria, Soudan, Tchad ; tels sont les derniers pays africains où récemment se sont produits coups d'Etat et renversements de gouvernements (ou tentatives), événements graves. Cela, sans compter la grande crise rhodésienne qui constitue pour l'immédiat la toile de fond. Il est également évident que tout ne va pas pour le mieux dans les autres pays non mentionnés ici. Continuité en mutation, rivalités des puissances mondiales, difficile lutte contre le sous-développement, graves problèmes politiques, etc. Les actuelles crises survenues au Congo et au Dahomey sont intéressantes à plusieurs titres et elles conduisent tout particulièrement à s'interroger sur le sens des interventions de plus en plus fréquentes des armées africaines.

**L'ETERNEL CONGO**

Un jour, il faudra se demander pourquoi le Congo a le triste privilège d'être considéré comme l'exemple type de la désintégration post-coloniale. Pourtant il n'est pas même certain que les réponses proposées soient riches d'enseignements, tant il semble que le Congo n'ait pas réussi à dépasser le seuil de rivalités, soit personnelles, soit d'origine tribale, soit internationales !

Revenu en juin 1964, le sinistre Tchombé remplace Adoula aux destinées d'un Congo dont il a contribué à empêcher l'unité. Le 13 octobre dernier, il est démis de ses fonctions par le président de la République, Kasavubu. Ce dernier détient un record de durée et l'on pouvait penser qu'une telle habileté, éventuellement, déboucherait sur une solution moyenne. Nous sommes en plein bain parlementaire et constitutionnel dont l'enjeu est constitué par l'élection présidentielle prévue pour février 66. Une telle allure formaliste étonnera, s'agissant d'un pays où les massacres alternent avec la plus cruelle des crises économiques. Serait-ce que les changements au sommet n'ont guère d'importance et guère de retentissement ? Qu'on le veuille ou non, le problème du gouvernement demeure capital en Afrique, car derrière la recherche d'une formule d'hommes pour l'incarner, c'est en réalité la nature du régime qui est en cause. Or, en même temps que cette volonté légaliste, Kasavubu, en s'opposant à Tchombé, accomplit des démarches et des actes qui s'inscrivent dans une perspective de solution à la crise congolaise. Notamment, Kasavubu jette les bases d'une entente avec le Congo-Brazzaville, assiste à la conférence de l'O.U.A. à Accra ; on lui prête le désir de passer un compromis avec des dirigeants « rebelles », tandis que les mercenaires blancs seraient congédiés. Ces velléités qui n'ont rien de « révolutionnaire », mais qui peuvent par leur opportunisme moyen s'accorder à la conjoncture de reflux que traverse l'Afrique, heurtent cependant les milieux belges (50.000 au Congo), peu disposés

aux concessions, et préférant n'avoir à s'appuyer que sur Tchombé et les mercenaires. On peut d'ailleurs se demander si un néo-colonialisme bien compris n'aurait pas eu intérêt à jouer la carte Kasavubu. Dans ces conditions, comment interpréter la politique des U.S.A. et, à un moindre degré, de la France (de Gaulle ayant apparemment joué la carte d'un Tchombé, jouant lui-même la carte de l'O.C.A.M.) ?

Toujours est-il que Kasavubu désigne Kimba pour former le nouveau gouvernement. Kimba, Katangaï, ancien supporteur, se propose comme Kasavubu de dépasser le clivage du tribalisme au profit d'une certaine refonte politique dans le cadre d'une unité nationale plus ou moins solide. Or, devant les Chambres congolaises, l'équipe de Kimba ne reçoit pas l'investiture (l'opposition de la CONAKAT, parti de Tchombé, l'emporte). La tentative de Kasavubu va-t-elle échouer ? Il lui faut désigner un nouveau chef de gouvernement. C'est à ce moment que le général Mobutu intervient. Destituant Kasavubu, à l'aide de ses paras-commandos, il se proclame chef de l'Etat pour cinq ans, désigne le colonel Mulamba (qui commandait l'A.N.C. à Stanleyville) comme premier ministre. Le nouveau gouvernement est « acclamé » par le Parlement congolais ; on y compte des éléments tchombistes, mais également des personnages qui ne le sont pas, tel l'ancien ministre de l'Intérieur, Nendaka (du groupe de Binza). Tchombé a-t-il gagné ? Va-t-il revenir tôt ou tard au pouvoir ? Telles sont les premières questions que l'on se pose un peu partout. Au-delà, on remarquera qu'à la différence de septembre 1960 lorsqu'il destituait Luumba et Kasavubu, Mobutu, aujourd'hui, ne se contente plus d'un coup d'Etat ; il entend devenir le premier personnage du Congo. Dès lors, il convient d'analyser la signification de cette orientation nouvelle de l'armée au Congo, tout comme nous l'observons dans d'autres pays africains, quelles que soient les différences de situation. Ajoutons enfin que certains commentateurs ont cru percevoir la main des U.S.A. dans l'initiative de Mobutu. C'est possible, pas absolument évident. Le jeu des grandes puissances au Congo et en Afrique est à ce point complexe et soumis aux contradictions qu'il serait hasardeux de voir une soumission étroite de l'évolution de telle conjoncture à tel intérêt. L'offensive américaine en Afrique est patente ; elle correspond à cette phase nouvelle de la politique des U.S.A. qui trouve son meilleur symbole dans le conflit vietnamien. Toutefois, si Tchombé pouvait apparaître comme trop lié aux intérêts belges, tenté par la France, il n'est pas certain que Mobutu reflète directement les objectifs américains. Car après tout, pour prendre un exemple, qui peut dire que l'entrée du Congo

	Non 1962	Législatives 1962	Mitterrand 5 décembre
Versailles .....	16.391	9.425	11.440
Argenteuil .....	20.394	20.257	20.399
Aulnay-sous-Bois .....	9.475	9.921	10.061
Le Blanc-Mesnil .....	7.858	8.542	8.305
Gagny .....	5.337	3.897	5.336
Meudon .....	6.754	4.407	7.022
Rueil .....	9.774	7.565	9.551
Saint-Germain .....	6.296	3.272	4.104
Sarcelles .....	5.370	5.218	6.629
Sartrouville .....	6.296	5.099	6.858



à l'O.C.A.M. signifie uniquement une nouvelle influence française, alors que l'on peut également l'interpréter comme le « noyautage » américain d'un secteur jusque-là dominé par la France ? Ce qui est par contre évident, c'est la domination du Congo par les intérêts étrangers, lesquels cherchent constamment la meilleure combinaison qui puisse les servir. Seule une politique (plus ou moins affichée) de dégagement à l'égard de ces intérêts pourrait permettre au Congo d'aborder une nouvelle étape. Nous n'en sommes pas encore là !

## DAHOMÉY : UNE CRISE ATTENDUE

Indépendant depuis 1960, le Dahoméy a connu une première crise à l'automne 1963. En deux étapes, octobre et décembre, sous la pression des syndicats qui se révèlent comme une force nouvelle et à ravers l'arbitrage de l'armée (Soglo fait alors son apparition sur la scène dahoméyenne), l'ancien président Hubert Maga est éliminé (on lui reproche entre autres d'importantes dilapidations de fonds). A partir de janvier 1964 et d'une nouvelle Constitution, c'est un pouvoir bicéphale qui est installé dans le cadre d'un parti unique (le Parti Démocratique Dahoméyenne). D'une part, le chef de l'Etat, Apithy ; d'autre part, le chef du gouvernement, Ahomadegbé. Entre les deux hommes, au conflit de personnalités viennent s'ajouter une réelle dualité de pouvoirs, des différences dans la conception des rapports avec les nations voisines. Cela sur un fond de crise financière aiguë que le nouveau régime ne parvient nullement à résorber, malgré ses pseudo-décisions. Alors que le procès de Hubert Maga et des siens est sans cesse remis, en juin dernier éclate une affaire dite du « comité des 104 », qui a tout l'air de traduire une opposition politique. Il semble bien qu'en plus de l'hostilité des syndicats, plusieurs éléments « technocrates » se soient lassés du stérile conflit entre deux personnalités qui, au demeurant, ont toutes deux fait leurs armes dans les Assemblées françaises. Bref, en juin, Apithy fait arrêter Aplogan, président de la Cour suprême, comme étant l'âme du « comité des 104 ». C'est précisément à propos du remplacement de Aplogan, que se cristallise le conflit entre Ahomadegbé et Apithy ce dernier, refusant d'entériner un choix qu'il craignait, se voit mis en

minorité au Parlement et au P.D.D. (apparemment tenu en main par son rival) et contraint de démissionner. Deux jours après, l'armée sous la conduite de Soglo, force le vainqueur éphémère à démissionner également. Ici comme au Congo, soulignons le juridisme de coups d'Etat qui se réalisent sans violence. Congakou, président de l'Assemblée nationale, dissout le P.D.D., forme un gouvernement technicien, en attendant de nouvelles élections et une constitution présidentielle qui élimine le bicéphalisme. Comme si le problème ne relevait que du choix des institutions, l'armée, à la différence du Congo, ne prend pas directement le pouvoir. Garante de l'ordre, elle intervient en arbitre suprême et recherche un régime civil qui convienne au pays.

### Les armées africaines

Plus ou moins différentes selon les pays concernés, les armées en Afrique se retrouvent cependant sur le plan de leurs composantes sociales et sur celui de leurs orientations politiques. 100.000 personnes au Congo émarginent au budget militaire ; c'est peut-être un cas extrême. Les officiers de l'armée au Dahoméy sont quasiment tous d'anciens officiers de l'armée française (ailleurs ils sont passés par les écoles belges, françaises, anglaises). Garante de l'entreprise néocolonialiste, l'armée en Afrique est en constante augmentation depuis l'indépendance ; elle tend à se constituer en une nouvelle caste de privilégiés selon un processus partout observé. En outre, face à une crise de régime, aux contradictions des pouvoirs civils, aux difficultés du tiers monde, aux interventions étrangères, etc., l'armée africaine fait de plus en plus fonction d'équilibre, de solution provisoire, de remède à plus tard des véritables solutions. Il est assez certain que ces armées ne régent rien, castes privilégiées elles ne paraissent pas devoir remplacer des structures civiles défaillantes. Demain, ces armées pourront servir à la répression des mouvements populaires, lorsque l'Afrique abordera sa seconde révolution. Sont-elles réellement fortes ? On peut en douter et la crise rhodésienne pourra peut-être permettre de le vérifier. Il reste que dans une situation de crise, le recours au seul moyen du bord qu'est l'armée apparaît comme inévitable. Etape, certes. Mais n'est-ce pas reculer pour mieux sauter ?

Claude Glayman.

lui a permis de mettre un peu de beurre sur ce fameux pain.

C'est dire qu'il n'était guère étonnant de l'entendre attaquer — après qu'il eut longuement vanté les mérites de sa voiture — « ces dangereux fous, ces trouble-fête qui veulent toujours tout changer... »

Assurément, ce gentil et raisonnable « réactionnaire » s'en prenait à ses amis politiques moins opportunistes que lui, engagés dans une hypothétique activité antigouvernementale susceptible de réveiller la mauvaise humeur d'un P.C. polonais qui, Dieu soit loué, « laissait les gens vivre et se débrouiller ». Tant de naïveté l'énerve. « Mais non je te parle de ces dingues qui veulent « vraiment » le socialisme... Karol, par exemple. »

Il y a quelques mois, *Le Monde* avait relaté brièvement l'arrestation de Karol Modzelewski, puis sa condamnation à trois ans et demi de prison pour avoir, entre autres, rédigé un manifeste « antigouvernemental ». Cette condamnation d'un universitaire, militant actif de la gauche oppositionnelle du P.C. polonais, n'avait sans doute pas d'autre signification qu'un « calmez-vous, jeune homme, sinon la prochaine fois... »

En effet, il est peu probable que sa détention ait duré plus de quelques jours, l'avertissement ayant certainement été jugé suffisant par un régime débarrassé depuis 1956 de la détestable manie de manger ses enfants.

Il a fallu la phrase méprisante sur « ces fous du « vrai » socialisme », pour que cette péripétie politique sans gravité revête brusquement une certaine importance.

Car, s'il n'est guère étonnant qu'en Pologne, après onze ans (de 1945 à 1956) de socialisme étouffé par la carapace stalinienne et huit ans déjà (de 1956 à nos jours) de libéralisation avec ses hauts et ses bas, on trouve des ennemis du socialisme (peu désireux de combattre contre lui), il est, en revanche, tout à fait remarquable que l'image même du socialisme apparaisse suffisamment neuve à des jeunes prêts à agir pour réaliser l'idée qu'ils s'en font.

Il ne s'agit absolument pas ici de faire l'éloge ou l'analyse d'une tendance facilement parée du charme révolutionnaire de l'opposition et la critique détaillée d'un lourd appareil de gouvernement qui estime avoir assez sacrifié sur l'autel des libertés individuelles pour refuser maintenant à son aile marchante le droit de bouleverser ses nouvelles habitudes.

Les problèmes économiques et sociaux du socialisme polonais ne brillent pas, en effet, par leur originalité — décentraliser ou non ; renforcer ou non les conseils ouvriers ; pousser ou non la collectivisation des campagnes — pas plus que les solutions immédiates proposées par les opposants ou que celles appliquées par le P.C.

Plus riche d'enseignement, d'espoir est ce phénomène humain d'un engagement socialiste, si vivant, dont l'opposition polonaise fournit l'exemple. Il faudrait l'expliquer (les raisons données en 1956, lors de la fin du stalinisme, ne sont plus suffisantes), mais la simple constatation de ce fait est déjà, en soi, importante.

Il est évident — sans émettre aucun jugement de valeur ou de classification — que les régimes communistes (pas ceux de l'époque stalinienne, mais ceux « deuxième manière », tempérés par une certaine libéralisation), socialistes ou socialistes résistent beaucoup plus mal à l'usure du pouvoir que les gouvernements bourgeois.

Les bouleversements révolutionnaires qu'ils promettent ou tentent de réaliser nécessitent, en effet, un soutien actif, passionné, des masses populaires, alors que le capitalisme, pour exister, n'a besoin que de leur apathie.

Ce soutien (encore une fois, il n'est question ici que de la période post-stalinienne) face à un pouvoir tenu par un P.C. dont le seul et nouveau souci n'est que de le garder, vient naturellement à faire défaut.

C'est ce qui s'est produit en Pologne. L'appareil du P.C., une fois accomplies des réformes qu'il a tort de croire automatiquement génératrices de bonheur, n'aspire plus qu'à durer, chapeautant un mécanisme dont le fonctionnement cahin-caha résume tous les mérites.

Contre cela, se révolte la « gauche » polonaise. Et si, dans son programme, figure l'exigence d'une plus grande liberté, c'est justement parce qu'elle croit que celle-ci est la seule possibilité pour le socialisme polonais d'abandonner une routine peu prometteuse.

La perspective d'une amélioration du niveau de vie, d'un certain bien-être, ne suffit pas, pense-t-elle, à légitimer en elle seule le socialisme, les systèmes capitalistes ayant administré la preuve qu'ils sont capables — bon gré, mal gré sous la pression de l'opinion — d'en faire de même.

Pour cette jeune opposition, le socialisme s'associe avec des idées encore confuses et mal définies (comment le leur reprocher ?) de bonheur, de liberté réelle, concrète, de participation directe au pouvoir économique et politique. Ce qu'elle demande, c'est le droit de chercher cet « autre chose » sans lequel il n'y a pas d'avenir concevable sinon comme répétition du présent.

Répétons-le, son existence, nous ne dirons pas l'action de ce mouvement, qu'il ne faut pas considérer comme une simple suite de celui de 1956, a quelque chose de surprenant. Il faut, en effet, voir le cadre dans lequel il a pris naissance.

Nous concevons sans peine que le socialisme trouve aisément un élan révolutionnaire dans certain pays du tiers monde, comme l'Amérique latine, tant les défauts du capitalisme y sont criants.

Nous voyons, par contre, que le socialisme dans les pays évolués de l'Ouest a une tâche plus difficile, qui rend nécessaire un renouveau total.

Mais alors que dire d'un pays comme la Pologne ? Là, le socialisme — même si certains jugent que cette étiquette a été utilisée abusivement — ne bénéficie même plus du repoussoir du capitalisme.

Il risquerait de devenir son propre repoussoir si... S'il n'y avait des hommes qui, bien qu'attachés sentimentalement à leur régime, refusent de confondre ce qui est avec ce qui devrait être. On leur reprochera d'être des utopistes. Il y a eu le stalinisme. Il a été liquidé, du moins sous ses formes les plus aberrantes. Le modèle qui lui a succédé a établi des soupapes de sûreté. « Vivre et laisser vivre ». Il a permis à des millions de Polonais de ne plus avoir à clamer tout haut les louanges du socialisme et de dire tout bas le contraire. Il leur a donné la possibilité de rester « en dehors », de vivre matériellement pas trop bien, mais avec l'espoir de vivre un peu mieux.

« Il nous laisse tranquilles », comme disait mon interlocuteur du début. L'opposition croit que cela ne suffit pas, qu'il y a « mieux » que cela. Sa voie ne sera sans doute pas celle du socialisme occidental, ni celle du socialisme yougoslave. Le principal est que ces jeunes opposants prouvent qu'après vingt ans le socialisme en est encore à son devenir en Pologne. Et nous laisserons ce Polonais, peu avide d'un autre avenir socialiste, conclure dans son sens, qui n'est pas le nôtre : « Ce sont ceux-là les plus dangereux... »

Marc Blanpol.

## POLOGNE

# Comment une certaine jeunesse s'adapte au socialisme

Le socialisme est une idée neuve en Pologne. Il n'y a dans cette affirmation aucun goût supposé du paradoxe. Aucune actualité, aucune proclamation, aucune décision politique de ce pays qui en a tellement fourni dans les années précédentes n'est pourtant là pour la justifier.

Mais il en est des vérités idéologiques comme des réactions chimiques révélées par un tout petit bout de papier changeant de couleur une fois trempé dans la solution qu'il doit authentifier. Une conversation

récente a joué le rôle de ce morceau de buvard. Mon interlocuteur n'était pas de ceux qui se passionnent, comme on dit, pour la politique. Polonais, arrivé fraîchement de Varsovie où il a la ferme intention de retourner, il s'affirme « réactionnaire », donc antisocialiste, mais l'idée « qu'on ne vit pas que de pain » ne l'effleure pas avec suffisamment de force pour qu'il parte en guerre contre le régime de son pays.

Celui-ci, à ses yeux, tout détestable qu'il soit en théorie, est devenu supportable à partir du moment où il



« A gauche du socialisme ou en dehors ».

### BULLETIN D'ADHÉSION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
.....  
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>)).

(Archives - T. S.)



## REPORTAGE

# LE LIBAN, pays de contrastes

L'on y arrive généralement par bateau ou avion, à Beyrouth. Agglomération de 800.000 habitants, la moitié des résidents du pays. Beyrouth, c'est une capitale énorme, elle grandit très vite, mais mal. Son port est assez moderne et l'aérodrome international très important. Une route très large entoure la ville entre la mer et des quartiers très modernes avec des immeubles d'affaires ou résidentiels, des snacks, des cabarets. Le quartier de Minet el-Hosn, près de la mer, renferme une bonne dizaine d'hôtels de grand luxe. Quelques îlots neufs dans le centre de la ville abritent encore des banques, des compagnies d'aviation, etc. Les terrains à bâtir sont aussi chers qu'à Paris, quelquefois plus.

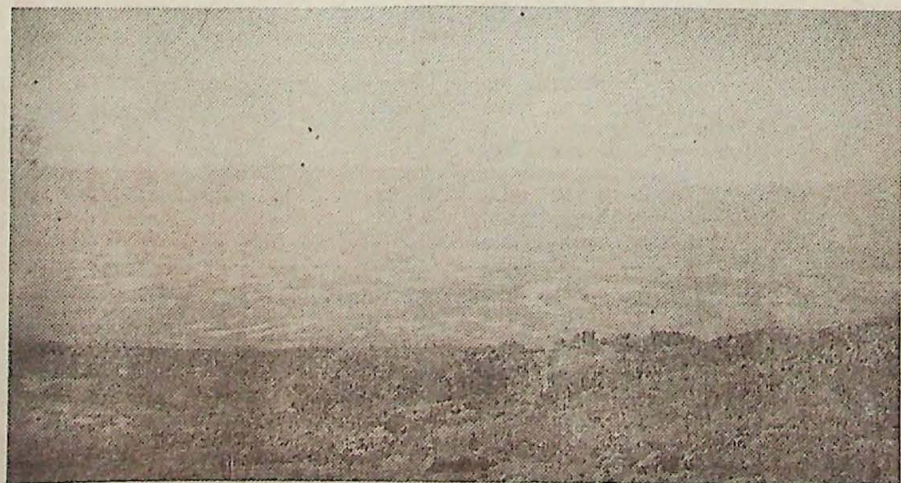
A part cela, l'on se croirait dans une petite ville : rues étroites, mais parfois très animées. Les immeubles neufs poussent au milieu de vieilles habitations bien tenues ou d'aspect miséreux. L'on peut rencontrer sur cent mètres d'une rue toutes les hauteurs d'immeubles, de un ou deux à six ou sept étages. L'on a donné à la ville un début de belle façade, derrière cela règne l'anarchie.

La ville est très tournée vers le commerce et le tourisme, et d'une animation extrême par endroits ; cela fait vivre bien des gens : quelques-uns en tirent d'énormes richesses, beaucoup vivent, beaucoup aussi se contentent de survivre, non seulement des Libanais, mais aussi des dizaines de milliers de réfugiés palestiniens dont les bidonvilles s'étendent entre la ville, la mer et l'aérodrome, les bidonvilles, on les retrouve aussi de l'autre côté de la ville.

En été, 10.000 à 20.000 voitures circulent le matin et le soir sur la route de Damas, entre Beyrouth et les principaux centres d'estivage. Ces centres, Aley, Bhamdoun, etc., sont en saison aussi surpeuplés que Saint-Tropez ou Saint-Aygulf ; situés entre 800 et 1.200 m d'altitude, il y fait frais le soir et l'on s'y amuse bien la nuit. D'autres nombreux centres, dont l'importance tend à grandir, existent du nord à l'est de Beyrouth dans un rayon de 20 à 40 km, des pensions de famille sont apparues dans les petits villages de la montagne, elles ont été suivies d'hôtels de plus en plus modernes, de restaurants ; les chanteurs à la mode montent là-haut animer les soirées. On construit aussi beaucoup de résidences d'été pour les riches Libanais, Koweïtiens ou Séoudiens, etc. Les routes, aux alentours de Beyrouth, sont bonnes, on les élargit, on ne les élargit pas assez vite.

## Une terre caillouteuse

La montagne est loin d'être entièrement ouverte au tourisme et à l'estivage, des centaines de villages existent dont on se demande un peu de quoi ils vivent : villages maronites du Mont-Liban, villages druzes, haut perchés dans les montagnes du sud, villages de l'Hermon, etc. Les monts du Liban sont très arrosés à la fin de l'automne et en hiver, mais pendant six mois il ne tombe pas d'eau et la roche est presque toujours calcaire.



(Archives - T. S.)

Bekaa : là où ressort l'eau, se trouve la verdure.

L'eau ressort en grosses sources au fond de gorges ou vallées très profondes, elle n'est utilisable pour l'agriculture que dans quelques petites plaines côtières ou intérieures. En altitude, l'irrigation n'est pas souvent possible, la terre est bien caillouteuse, on ne peut espérer que de faibles rendements en céréales ; cependant, la vigne et divers arbres fruitiers peuvent y pousser assez bien, dont l'olivier en altitude pas trop forte et s'il y a assez de terre.

Vers l'intérieur du pays, déjà plus sec, les montagnes, sont très dégradées ; les forêts de l'Anti-Liban ont à peu près disparu, celles du versant est du Mont-Liban ont été brûlées par les Turcs en 14-18. Beaucoup d'eau ressort dans cette région dans la dépression de la Bekaa, terre à céréales où l'élevage du poulet se développe aussi. Le rendement en blé est pourtant faible : environ huit quintaux à l'hectare ; les cultures d'été ne sont possibles que lorsqu'on peut irriguer, c'est ainsi que l'on voit, de place en place, des taches vertes en été sur une terre dénudée.

Le pays, dans son ensemble, manque de ressources minières, ce qui n'est pas fait pour favoriser un développement industriel, et la population vit ainsi essentiellement du commerce, des affaires, de l'agriculture, aussi du tourisme ou encore de l'élevage des moutons.

La moitié des Libanais sont chrétiens, surtout maronites ; l'autre moitié est musulmane surtout sunnite, mais aussi chiite ou druze. Les chrétiens et les druzes occupaient beaucoup de villages de montagne, les maronites étant concentrés surtout dans le Mont-Liban, les druzes dans les monts du sud. La zone côtière restant presque exclusivement musulmane.

Depuis un siècle, un mouvement de population, qui va en s'amplifiant, existe de la montagne vers la côte, surtout vers Tripoli et Beyrouth. La montagne surpeuplée ne nourrit pas toujours ses habitants, mais les liens familiaux restent très forts et ceux qui sont partis à Beyrouth continuent à voter avec le reste de la famille en montagne, ils y demeurent aussi l'été, s'ils le peuvent.

## Un régime parlementaire

Le pays a été doté d'un régime parlementaire qui essaie d'établir un équilibre de pouvoir politique et administratif entre les différentes communautés. Le président de la République est obligatoirement un chrétien maronite ; le Premier ministre, un musulman sunnite ; le président du Parlement, un musulman chiite.

La composition d'un gouvernement n'est pas dosée seulement en fonction de groupes politiques, mais aussi en fonction de l'importance des diverses communautés ; les circonscriptions électorales ont été établies après des recensements, elles sont représentées par des députés qui doivent appartenir à telle ou telle communauté, on arrive ainsi à une représentation parlementaire des communautés à peu près proportionnelle à leur importance. La même politique est suivie dans les corps de fonctionnaires, c'est ainsi que lors d'un con-

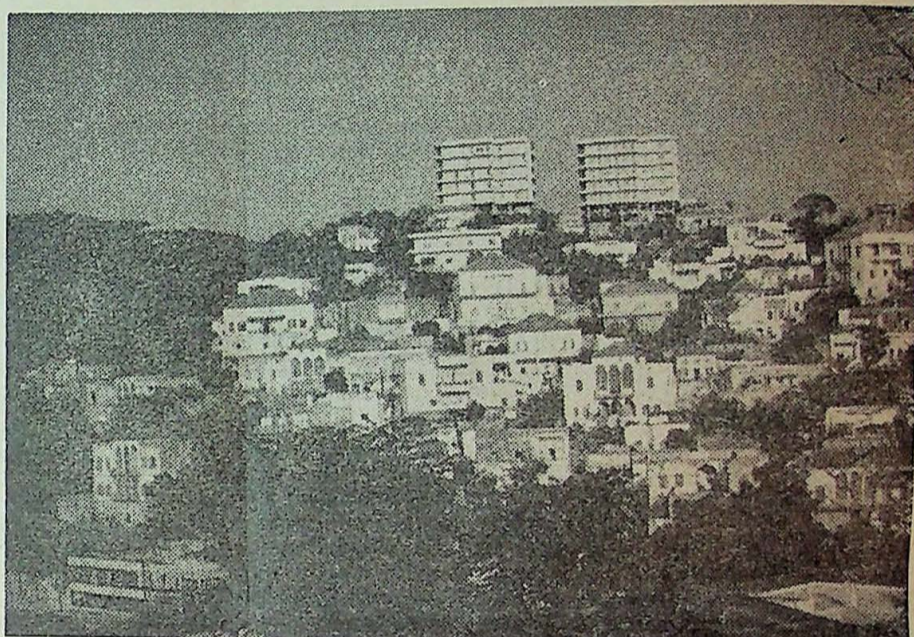
cours de recrutement de magistrats l'on doit prendre tant de maronites, tant de chiites, etc. Constitutionnellement, le Liban est un peu une fédération de communautés religieuses et l'on conçoit ainsi que les chefs religieux aient une grande importance dans la vie publique.

Cela ne veut pas dire qu'on ait pour autant un parti druze, un parti sunnite, etc., au Parlement. Des divisions à l'intérieur des communautés et des regroupements de membres de communautés différentes résultent de querelles de personnes, de particularismes régionaux, de nuances en matière de politique internationale, d'intérêts de classe, etc.

Les forces politiques de droite, souvent très libérales au moins dans le domaine économique sont très largement majoritaires au Parlement, leurs divisions plus ou moins subtiles viennent de leur attitude face au nassérisme et au problème de l'unité arabe, de leur attitude plus ou moins conciliante vis-à-vis des Américains, etc.

## Les formations politiques

Le Front national de Raymond Eddé attache, par exemple, une grande importance au libéralisme économique et politique. D'autres accordent une place essentielle à l'existence



(Archives - T. S.)

Baabda : petite ville en plein essor.

d'un pouvoir plus fort : ceux qui se réclament, avec plus ou moins de conviction, du général Chéhat, le précédent président de la République, qui avait redonné une certaine stabilité au pays après la grande crise de 1958 consécutive à des abus de pouvoir du côté de chrétiens comme le président Chamoun et à une forte agitation nassérienne de masses musulmanes. Les partis politiques de droite sont des groupements de notables, bien plus que de militants. Le parti des phalangistes est attaché à une certaine évolution : lutte contre la corruption de l'administration, contre trop de privilèges et d'influence des institutions religieuses, recherche d'une évolution limitée de la vie sociale en général ; c'est un parti qui compte de nombreux membres, dans l'ensemble assez jeunes et maronites, ils sont vigoureusement attachés à l'indépendance de la nation libanaise.

Les forces de gauche sont très divisées et faibles et comprennent surtout :

- 1) un parti nassérien : le Mouvement des nationalistes arabes ;
- 2) le parti Baas ;
- 3) trois partis communistes (tendance prochinoise, soviétique, baassiste ou pronassérienne) ;
- 4) parti socialiste progressiste de Kamal Goumlatt.

Le P.C. est installé depuis longtemps au Liban, mais s'affaiblit à cause de ses divisions. Le parti Baas — parti pour la voie arabe vers le socialisme — encore récent, a peu de militants au Liban sauf chez les étudiants et dans quelques localités ou villes côtières comme Tripoli.

Le parti nassérien compte peu de militants capables. Le parti de Kamal Goumlatt, qui est un seigneur des Druzes, n'a que peu de militants, il est d'un socialisme très particulier : parfois très idéaliste, parfois très opportuniste, très conservateur ou progressiste ; c'est le seul mouvement de gauche qui est représenté au Parlement et, éventuellement, dans un gouvernement.

Quels sont finalement les questions et problèmes essentiels du Liban ?

- 1) l'afflux des capitaux étrangers,

lié au développement du commerce et du tourisme ;

2) le déséquilibre régional et l'ampleur des mouvements migratoires. Les difficultés d'augmenter le secteur de production agricole et industrielle ;

3) le décalage général d'évolution dans le domaine éducatif, par exemple, entre les chrétiens et les musulmans ;

4) le nationalisme libanais et le nationalisme arabe ;

5) la conception de l'administration et du pouvoir.

Le gouvernement libanais a lutté pour une réforme efficace de l'administration, mais cela a été remis en question et été une des raisons de la démission d'un gouvernement.

Le gouvernement essaie de mener à bien une politique de développement régional : on construit un important barrage sur la rivière Litani, il doit fournir de l'énergie, mais l'utilisation possible pour l'irrigation apparaît coûteuse. Le Plan vert est un plan d'aide aux agriculteurs pour la mise en valeur de la terre, grâce surtout à des dispositions devant permettre d'importants prêts de capitaux privés ou semi-privés. Un effort de développement de l'enseignement public est effectué ; l'enseignement privé musulman, s'il devient très important, a, en effet, beaucoup de retard sur l'enseignement privé chrétien, par exemple.

## La gauche cherche à se renforcer

Est-ce que la gauche sera capable, un jour, d'amener une solution aux problèmes qui se posent et dont certains s'aggravent ? Il faudrait que la gauche se regroupe, renforce ses rangs et la formation de ses militants. Il y a quelques mois, un important meeting unitaire eut lieu à Beyrouth avec une partie des communistes, les nassériens de gauche et Kamal Goumlatt, mais pas le Baas.

Depuis il est question d'unité d'action avec le parti Baas. Le Mouvement des nationalistes arabes fait un effort de formation. Le Baas possède des militants solides. Beaucoup de jeunes, lycéens et étudiants surtout, éprouvant un besoin de changement, sont attirés par les idées de gauche, mais l'influence en milieu ouvrier est faible et le syndicalisme ouvrier est divisé et quelquefois très corrompu.

Dans les campagnes, rien ne bouge encore, les religieux et notables locaux y gardent une grande influence ; cependant un exode rural existe et un prolétariat apparaît, à cause des conditions de vie difficiles pour les jeunes, à cause des achats massifs de terres pour la construction luxueuse autour de Beyrouth. Beaucoup de gens, tout en habitant et en gardant de la famille en montagne, travaillent à Beyrouth et y voient l'étalement des richesses, les contrastes. Il y a là, pour un mouvement politique bien organisé, de quoi faire pour amener ces masses d'une révolte diffuse à une conscience de classe. Indépendamment des contacts d'une partie de la population des villes avec une partie de la population rurale, un malaise paysan se dessine, consécutif à trop de libéralisme économique ; c'est ainsi qu'à la suite d'un besoin de développement on aboutit à une grave crise d'écoulement des pommes libanaises ! Elles sont trop chères sur le marché mondial, il faudrait que le gouvernement intervienne. La gauche saura-t-elle donc mener à bien un long combat au Liban ?

Jean-Claude Dufresne.



CINÉMA

“Paris vu par...”

« Paris vu par... » est sans conteste le spectacle cinématographique le plus intelligent auquel il m'eût été donné d'assister depuis fort longtemps. Il est rare, en une soirée, de se heurter aux images colorées et parlantes de Jean Douchet, Jean Rouch, Jean-Daniel Collet, Eric Rohmer, Jean-Luc Godard, Claude Chabrol. Cette rencontre nous la devons au plus jeune producteur de France, Barbet Schroeder, 24 ans. Six sketches tournés en 16 mm, dans des quartiers aussi divers que Saint-Germain-des-Près, la gare du Nord, rue Saint-Denis, la place de l'Etoile, Montparnasse-Levallois, La Muette,

Six historiettes traitées sans vergogne au nez et à la barbe du big business. Six faits divers localisés par une caméra talentueuse et bon marché.

Une révélation : Jean-Daniel Pollet. Nous ne lui connaissions qu'un brillant court métrage : « Pourvu qu'on ait l'ivresse » et un film raté, « La ligne de mire ». Avec « La rue Saint-Denis » il fait montre de qualités exceptionnelles, laissant augurer un avenir prometteur. Son sketch est de très loin le meilleur de « Paris vu par... ». Sans doute parce que Pollet est le plus pur, le plus humain des six réalisateurs.

Lord Jim

Des caractères solides, une action mouvementée, des paysages d'Extrême-Orient, un héros triomphant. Adapté du roman de Joseph Conrad, « Lord Jim » (1) concrétise nos rêves d'enfants, quand, à la sortie de la communale, nous déterriions la hache de guerre — indiens ou corsaires. L'aventure est au bout de la rue. Il y a Peter O'Toole, le lieutenant en second d'un navire anglais, James Mason, le fourbe capitaine Brown, Elie Wallach, le féroce « général », Curd Jurgens, le traître Cornélius. Au total deux heures de dépaysement, d'agréable détente.

(1) Un film de Richard Brook.

Compartment tueurs

Simone Signoret, sa fille Catherine Allégret, son époux Yves Montand et les amis de Costa-Grivas, Michel Piccoli, Pierre Mondy, Trintignant, Françoise Arnoul, Claude Dauphin, Daniel Gélin, Charles Denner. Des numéros de haute voltige, de la figuration imbécile. L'écran sent le cadavre, on bavarde, on bavarde, la caméra se balade dans tous les sens. Pauvre public qui confond policiers et tueurs. Aucune vraisemblance. Et je m'ennuie au fond de mon fauteuil à huit francs. En première partie, un excellent court métrage, « Sillages ». A l'entracte, un tigre dans le moteur, une lessive et un dentifrice.

(1) Un film de Costa-Grivas.

Les Bons Vivants

M. Louis de Funès ne méritait pas de figurer au générique de ce film à l'eau de bide. Car le bougre a du talent quand il grimace sous un uniforme de gendarme. Des dialogues bâclés, une mise en scène rocoo, une interprétation salace, font que le spectateur peut, en toute con-

science, s'abstenir de passer une heure trente en compagnie des pensionnaires de « Monsieur Charles ».

Ipress, danger immédiat

Ceux qui ont lu les romans de John le Carré (1) retrouveront dans Ipress, danger immédiat le même type de personnage : un héros sans envergure, gagne-petit des services de Sa Majesté. Cet anti-James Bond ne manque pourtant pas de charme. Myope, mais bon cuisinier, truant doucereux, Michael Caine plaira sûrement aux dames.

J.-C. Cayeux

(1) Notamment L'Espion qui venait du froid.

Vient de paraître

- Mendès France au pouvoir, par Pierre Rouanet - Une chronologie fidèle et passionnante des événements de la seule période faste de la IV<sup>e</sup> République : 18 juin 1954 - 6 février 1955. Un récit, émouvant à bien des égards, généreusement brossé par un observateur attentif et un moraliste rigoureux de la politique - Robert Lafont. Prix : 2 F.
- René Dumont : La Chine surpeuplée - Tiers-Monde affamé - aux Editions du Seuil (une analyse de notre ami René Dumont qui promet beaucoup sur un sujet crucial).
- Robert Merle : Ahmed Ben Bella - Gallimard (l'ancien Président algérien parle pour la première fois depuis le 19 juin dernier).
- Claude Bruclain : Le Socialisme et l'Europe - Collection du Club Jean-Moulin aux Editions du Seuil.
- Philippe Tesson : De Gaulle I<sup>er</sup> - Editions Albin Michel (une analyse importante par le rédacteur en chef de « Combat » dont nous rendrons compte prochainement).

particulier quand on entend la voix de leur conscience.

La partition de Marcel Landowski est pleine de générosité et de grandes envolées lyriques, elle est par ailleurs d'un modernisme très accessible, on pourrait même reprocher à certains récitatifs d'avoir conservé abusivement la convention du théâtre lyrique classique qui consiste à répéter trois fois la même phrase. Reproche véniel. La mise en scène fait appel, je l'ai expliqué, à tous les moyens techniques, elle fait montre néanmoins d'une grande simplicité apparente. Xavier Depraz joue et chante magnifiquement son rôle, bien soutenu par Henri Legay et Jérôme Jaffrys ; Géori Boué enrhumée, n'avait pas son velouté habituel.

Les décors et les costumes étaient d'une grande simplicité pour des raisons financières, mais sans tomber dans le « misérabilisme » et pour fi-

nir leur dépouillement convenait bien à l'action.

Le public populaire de Saint-Denis a manifesté beaucoup de chaleur, et la municipalité communiste de Saint-Denis doit s'estimer payée des efforts qui sont les siens depuis plusieurs années et qui prouvent que des spectacles de qualité bien présentés et expliqués, finissent après une période de rodage à trouver un public neuf mais sensible.

Un débat très intéressant a suivi le spectacle, avec la participation du compositeur, des acteurs, de Jacques Luccioni, directeur du C.L.P.F. (2), d'un docteur en sciences et du public qui posa de nombreuses questions.

Pierre Bourgeois

(1) Théâtre Gérard Philippe de Saint-Denis.  
(2) Centre Lyrique Populaire de France.

Mourir à Numance

Pourquoi tant de réserves, tant de reproches à l'égard d'un spectacle bien réussi dans l'ensemble ? N'est-il pas paradoxal d'aller presque reprocher à J.-L. Barrault l'absence de la guerre d'Espagne ou de tout autre cataclysme qui puissent conférer à Numance l'écho d'une sensibilité extérieure à la représentation (Barrault avait monté Numance en 1937) ? Pour une fois, une manifestation de théâtre se suffit à elle-même et peut

être jugée par rapport à l'effet qu'elle produit sans aucun autre concours. Il faut justement féliciter J. Cau (l'adaptateur) (1), si ce n'est Cervantès lui-même, d'avoir su ne pas tirer sur la corde de l'extraordinaire idée du siège de Numance par la horde romaine. On imagine sans peine ce que d'autres auraient à tout prix fait dire à cette situation de claustration.

Servi par Cau, Cervantès reste réaliste, discret, historique. On ne soutire pas de cette terrible agonie d'une ville (je n'ai cessé de songer au siège de Leningrad) tous les miroirs psychologiques et métaphysiques des fausses recherches. Cervantès se tient, grand par la modestie, par la simplicité sans démagogie. L'introduction des allégories sous forme de symboles masqués (la Faim, la Maladie, l'Espagne, etc.) constitue la seule incursion, rationnelle et réussie, dans le fantastique. Parce que le verbe est discret, à la différence d'un Shakespeare ou d'un Claudel, J.-L. Barrault a eu raison d'orienter l'œuvre vers une sorte d'oratorio. La regie repose-t-elle sur un classicisme éprouvé ? pourquoi le reprocher alors que l'efficacité juste est certaine (les applaudissements révélaient, à n'en pas douter, un public touché) ?

Dans les splendides décors et le dispositif scénique d'André Masson, Barrault fait alterner et se regrouper musique (quelque peu académique), mouvements de foule, danse des masques, éclairages (très beaux les multiples emplois de lumières). C'est efficace, ça accroche ; même si cela ne fourmille pas d'inventions (seuls les acteurs m'ont paru, pour la plupart, médiocres). La cruauté fait défaut et l'on s'en plaint ; mais c'est ne pas saisir qu'il s'agit d'une volonté de synthèse des différentes dimensions du spectacle et non de la priorité exclusive de l'une d'entre elles. Synthèse au profit d'une idée dramatique que l'on peut tenir pour l'une des plus belles qui aient été incarnées.

Sans faire appel aux concessions, Numance plairait à un large public. Cela me suffit pour la désigner comme l'une des pièces à voir en ce moment.

Claude Glayman.



(Photo A.F.P.)

J.-L. Barrault : trente ans après.

THÉÂTRE

“Le fou” de Marcel Landowski

Cette reprise, bien accueillie, a eu lieu dans un Théâtre Gérard Philippe (1) rénové, pimpant et confortable.

Quelles que soient les faiblesses du livret, il répond aux impératifs d'un théâtre lyrique populaire de qualité. En effet il faut que le public puisse s'identifier à un ou plusieurs personnages, ou qu'il se sente concerné par la situation. Le sujet répond à ces nécessités. Peter Bel, savant illustre, citoyen d'une ville assiégée et sur le point d'être vaincue, vient de trouver une arme absolue qui permet par sa puissance de renverser la situation. Malgré les exhortations de sa femme, de son prince, de tout le peuple qui n'a plus que cet espoir, Peter Bel, déchiré entre ses scrupules et son devoir, refuse de livrer une découverte qu'il juge chargée de trop de dangers pour l'humanité. Considéré par les siens comme fou et traître, il paye son refus de sa vie.

La mise en scène fait appel à la projection cinématographique pour actualiser le débat. La pièce a été en effet écrite en 1939. Les images, bien choisies, de Paul Barba, nous montrent les atrocités atomiques. Par

ailleurs, lorsque les personnages sont déchirés, la voix de leur conscience est donnée par musique enregistrée, pendant que des reproductions de Goya, « Les malheurs de la guerre », sont projetées, ou encore la reproduction du « Guernica » de Picasso. A d'autres moments la musique enregistrée est mêlée à l'orchestre et aux déclamations des artistes sur scène. Toutes ces innovations sont de nature à aider le public populaire à la compréhension du drame et permettent aux artistes de « jouer » leur rôle, en

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04  
Permanent de 14 h. à 24 h.  
**LA DOUCEUR DU VILLAGE**  
**LE BESTIAIRE D'AMOUR**

MUSIQUE

Wilhelm Kempff et Beethoven

Kempff est aujourd'hui un des meilleurs et des plus constants interprètes de Beethoven. Il vient de consacrer sept soirées parisiennes à l'intégrale de ses trente-deux sonates pour piano. C'est une performance qu'il faut saluer d'autant mieux qu'elle nous réserve de grandes satisfactions artistiques.

Je suis sorti du cinquième concert persuadé que Kempff était un grand pianiste, un artiste sensible et délicat qui a merveilleusement joué en bis un impromptu de Schubert et le « Rappel des oiseaux » de Rameau. Il interprète Beethoven avec beaucoup d'élégance, donnant au 2<sup>e</sup> mouvement de la 20<sup>e</sup> sonate une transparence quasi mozartienne. Il est à l'aise dans les andantes et les passages méditatifs qu'il sait ciseler avec un profond

raffinement de timbres. Je trouve cependant trop de timidité dans sa manière d'aborder les grands orages beethoveniens ; alors la riche complexité, le caractère symphonique de cette musique, allant souvent au-delà des possibilités du piano, ne m'apparaissent pas dans toute leur ampleur. L'abondance des idées n'est pas aussi nettement exposée que par un Nat ou un Schnabel.

Ce soir-là, j'ai souvent pensé à l'anecdote contée par un élève de Beethoven à propos de l'« Appassionata ». C'est au cours d'une promenade que le compositeur en avait trouvé un des principaux motifs : « Une fois rentré il courut au piano qu'il saccagea pendant une bonne demi-heure ». Kempff, lui, a trop respecté son instrument.



# VIETNAM :

## L'AUTODESTRUCTION AMÉRICAINE

### A COMMENCÉ

**S**AIGON en 1965, c'est Alger en 1956. L'aveuglement politique, la folie militariste s'y donnent libre cours. Les bonnes volontés s'y brisent après quelques jours, quelques heures d'intoxication. Des sénateurs, venus avec une idée de paix en tête, repartent persuadés — au mieux — qu'il n'y a plus moyen de faire machine arrière ; que la puissance armée des Etats-Unis est trop profondément engagée dans tous les aspects de la guerre pour que l'on puisse espérer raisonnablement l'en tirer sans dommage ; qu'une négociation est vouée à l'échec à moins qu'elle ne consacre la présence américaine au Sud-Vietnam.

Obéissant uniquement à des préoccupations stratégiques, le gouvernement américain n'envisage pas d'autre politique vietnamienne que le renforcement de la guerre. Les chefs militaires réclament au minimum deux cent mille hommes de plus. Le président Johnson a cédé à l'avance sur le principe. Il va discuter seulement, ces jours-ci, de l'échelonnement des renforts à envoyer.

Cet accroissement de l'effort de guerre, les sondages indiquent qu'il est accepté par l'opinion américaine dans la proportion de 70 p. 100. Les manifestations d'étudiants et d'universitaires, de pacifistes ou d'ecclésiastiques sont plus isolées qu'il y a deux ou trois mois. Plus rares aussi sont les voix connues qui s'élèvent contre une folie sans issue à moins de cette « destruction du Nord-Vietnam pour l'obliger à capituler pratiquement du jour au lendemain », désignée lundi par le général McConnell, chef d'état-major de l'Air Force.

#### Après la mousson

**N**OTONS cependant la déclaration du sénateur de New York, Robert Kennedy, le frère du président assassiné, qui parlait dimanche soir à la télévision. Se borner à expédier des renforts serait une attitude « autodestructrice », a-t-il dit. C'est l'idée la plus intelligente qui ait été lancée depuis longtemps.

Car l'Amérique est en train de se détruire elle-même, tout en procédant à de gigantesques destructions sur le terrain. Tel est bien le résultat d'une politique coloniale entreprise avec un siècle de retard sur le calendrier européen.

La plus grande partie de l'année a été occupée par une série de mesures destinées à éviter une victoire spectaculaire du Vietcong : création de bases formidables le long du littoral, bombardements sur le Nord, raids de bombardiers lourds transformant en terre brûlée de vastes zones entièrement contrôlées par le « Vietcong », engagements massifs de troupes U.S. pour des opérations dans la jungle et sur les hauts plateaux, interventions de centaines d'hélicoptères dans les combats.

Or la saison des pluies s'est achevée sans que les forces du Front National de Libération aient, en effet, obtenu la victoire que l'état-major appréhendait. Mais la combativité du Front, loin d'être brisée au sortir de la mousson, est plus grande que jamais.

#### Un pays atomisé

**L**ES destructions accumulées n'ont amené ni le Front ni le Nord-Vietnam à envisager une capitulation ou une négociation aux conditions améri-

caines. Mais ces destructions se sont ajoutées à la présence de 165.000 militaires américains, de leur matériel, de leurs fournitures, de missions civiles, politiques, économiques, agricoles, policières, pour rendre impossible toute vie normale autonome en dehors des zones que le Front administre.

— Non seulement il n'y a plus l'ombre d'un gouvernement sud-vietnamien, mais il n'y a même plus d'économie, disait un homme d'affaires américain revenant de Saigon.

La poursuite aveugle, sauvage, de la guerre a produit un effondrement total. Politiquement et économiquement engagé. Inutile de le décrire par cléaire : ce pays est atomisé. La conséquence évidente est qu'il n'y a pas d'autre force sud-vietnamienne organisée que le Front.

Mais le processus de la désintégration américaine est lui-même largement engagé. Inutile de la décrire par le menu : c'est celui que la France a connu en Algérie.

Les officiers qui disent leur admiration pour le combattant adverse, « le meilleur du monde, probablement » (cela proféré sur le ton de suffisance que l'on sait) ; ceux qui consacrent leurs veilles à l'étude de Mao Tsé-toung, qui se mettent à discuter du « marxisme » et se farcissent la cervelle de formules apprises sans en saisir le premier mot...

Cette paranoïa, cette fascination, nous les connaissons par cœur. Et nous savons à quelle case du jeu de l'oie on se retrouve. Un « 13 mai » américain ? C'est à quoi travaillent Johnson, McNamara et ses ordinateurs, le Pentagone, les sénateurs qui croient qu'il n'y a plus qu'à se taire.

Paul Parisot.